MARCHE DU FRAPRU
DE VILLES EN VILLAGES
POUR LE DROIT AU LOGEMENT
2 au 29 SEPTEMBRE 2018



©Nano Ruz 2018

REVUE DE PRESSE
DU 26 AOÛT au 7 OCTOBRE 2018

frapru.qc.ca

Le FRAPRU veut faire entrer le logement social dans la campagne

Par Simon Mauvieux

métro

26/08/2018



Véronique De Sève, vice-présidente de la CSN, et Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU. Mario Beauregard / Métro

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) va exiger des engagements des candidats à l'élection provinciale pour construire 50 000 logements sociaux au cours des cinq prochaines années, à l'occasion d'une marche d'Ottawa à Québec, en septembre prochain.

Cette marche, une mobilisation inédite en 40 ans pour l'organisme, prendra une tournure particulière, alors qu'au même moment, les différents candidats à l'élection provinciale multiplieront les promesses électorales partout au Québec. LE FRAPRU souhaite donc profiter de ce moment opportun pour exiger des engagements concrets des formations politiques.

«On veut que les candidats prennent des engagements chiffrés, pour pouvoir ensuite rappeler au gouvernement ces engagements», a lancé la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme.

«Les problèmes de logements sont persistants, il y a 244 000 ménages locataires qui ont des besoins impérieux de logement, parce qu'ils vivent dans des ménages trop chers, trop petits et en mauvais état. À Montréal, c'est plus de 85 000 ménages locataires qui paient plus de 50% de leurs revenu pour se loger au détriment de leurs autres besoins essentiels», a indiqué la porte-parole.

Elle a aussi dénoncé les promesses non tenues du gouvernement Couillard, qui s'était engagé à modifier le programme AccèsLogis grâce aux surplus budgétaires. «Il y a un contexte inespéré pour améliorer les choses, pour régler les problèmes de logement, mais il ne se passe rien. On nous avait promis que le programme AccèsLogis, serait amélioré, mais il ne fonctionne pas. Depuis des mois au Québec, il y a des logements sociaux promis et financés, mais qui ne sortent pas de terre parce que le programme est insuffisant», a-t-elle poursuivi.

AccèsLogis doit permettre de financer la construction de 3000 logements sociaux par année au Québec. En 2017, seuls 700 logements ont été construits avec ce programme. Pour comparaison, à Montréal la même année, plus de 4600 condominiums neufs ont été construits.

«En luttant davantage contre l'évasion fiscale, a illustré Mme Laflamme, on permettrait d'aller chercher 1G$ par année au Québec, ce qui serait suffisant pour financer 10 000 logements sociaux chaque année». Elle a aussi dénoncé les politiques néolibérales, «qui font reposer sur les épaules des gens la responsabilité de leur mal-logement. Si les gens sont pauvres, il y a des raisons systémiques à ça», a-t-elle expliqué.

La marche partira d'Ottawa le 2 septembre et les marcheurs se rendront à Montréal le 13 septembre avant d'arriver à Québec le 29, à la veille du début du vote.

Le Frapru tiendra une marche de 550 km entre Ottawa et Québec pour le droit au logement

AGENCE QMI

LE JOURNAL DE QUÉBEC

26 août 2018

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) entamera une marche de 550 km entre Ottawa et Québec dimanche prochain afin de sensibiliser la population à la question du droit au logement.

«Sous la bannière "De villes en villages" pour le droit au logement, de 35 à 100 personnes de différentes régions et de tous les âges marcheront chaque jour, pendant 28 jours, a expliqué le Frapru, dimanche. Cet événement extraordinaire qui suscite la solidarité de nombreuses organisations vise à mettre en lumière les graves dénis du droit au logement qui sévissent, partout au Québec, et à réclamer des engagements ambitieux de la part des gouvernements afin d'y mettre un terme.»

La marche traversera plusieurs régions du Québec, soit l'Outaouais, les Laurentides, Laval, Montréal, la Montérégie, Lanaudière et l'ouest de la région de Québec. Une cinquantaine de municipalités seront visitées et les derniers marcheurs arriveront dans la capitale québécoise la veille des élections provinciales.

Droit au logement

Agence QMI | **Publié le 26 août 2018**

Le FRAPRU tiendra une marche de 550 km entre Ottawa et Québec

TVA Nouvelles



LAURENT DIONNE/24 HEURES/AGENCE QMI

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) entamera une marche de 550 km entre Ottawa et Québec dimanche prochain afin de sensibiliser la population à la question du droit au logement.

«Sous la bannière De villes en villages pour le droit au logement, de 35 à 100 personnes de différentes régions et de tous les âges marcheront chaque jour, pendant 28 jours, a expliqué le Frapru, dimanche. Cet événement extraordinaire qui suscite la solidarité de nombreuses organisations vise à mettre en lumière les graves dénis du droit au logement qui sévissent, partout au Québec, et à réclamer des engagements ambitieux de la part des gouvernements afin d'y mettre un terme.»

La marche traversera plusieurs régions du Québec, soit l'Outaouais, les Laurentides, Laval, Montréal, la Montérégie, Lanaudière et l'ouest de la région de Québec. Une cinquantaine de municipalités seront visitées et les derniers marcheurs arriveront dans la capitale québécoise la veille des élections provinciales.

Le FRAPRU s'invitera dans la campagne électorale dès le début du mois prochain

La Presse canadienne | 26 août 2018

L'actualité

MONTRÉAL — Il n'y a pas que les aspirants députés provinciaux qui sillonneront le Québec durant les semaines à venir.

À compter du 2 septembre, des randonneurs associés au Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) vont effectuer un trajet total de 550 kilomètres entre Ottawa et Québec.

Pendant leur long périple, ils circuleront dans les régions de l'Outaouais, des Laurentides, de Laval, de Montréal, de la Montérégie, de Lanaudière, de la Mauricie et de la Capitale-Nationale pour y parler de l'épineux dossier du logement.

En entrevue avec La Presse canadienne, la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme, a expliqué que dans l'éventualité où les marcheurs devaient rencontrer des candidats désireux de se faire élire à l'occasion du scrutin du 1er octobre, ils ne se gêneraient certainement pas pour leur poser des questions dans le but de connaître les positions des différentes formations politiques en la matière.

Mme Laflamme a ajouté qu'avec cette initiative qui s'échelonnera sur une période de 28 jours, son organisation espère pousser les principaux partis à «prendre des engagements chiffrés et ambitieux» au sujet du logement.

Elle a précisé que le projet suscite un grand emballement.

«L'idée de marcher à travers les villes et les villages pour aller à la rencontre des gens, pour créer des liens [avec eux] et surtout pour les inciter à parler des problèmes de logement, ça soulève de l'enthousiasme. Tout le monde a bien hâte de prendre la route», a-t-elle souligné.

Véronique Laflamme a ensuite indiqué que la caravane du Front d'action populaire en réaménagement urbain n'aura pas constamment la même envergure.

«On parle de 35 à 100 participants qui sont âgés de 9 à 74 ans et qui proviendront de différentes régions. Ils effectueront une marche à relais. Certains d'entre eux vont parcourir tout le trajet», a-t-elle spécifié.

Si tout se déroule comme prévu, l'activité se terminera le 29 septembre dans la Vieille Capitale avec la tenue d'une grande manifestation.

Par ailleurs, en dépit du fait que la marche se déroulera principalement au Québec, elle constituera quand même un prétexte pour dénoncer le gouvernement fédéral.

«Le gouvernement fédéral a adopté la première Stratégie nationale sur le logement du Canada, mais, malheureusement, les investissements qui y sont prévus seront surtout effectués après les prochaines élections fédérales», a déploré Mme Laflamme.

«C'est sûr qu'il y a de la déception. Du côté d'Ottawa, il y a eu beaucoup de consultations et de promesses [...], mais l'argent tarde à suivre. Il y a un manque de volonté politique» pouvant conduire à des résultats à court terme, a-t-elle conclu.

LEDEVOIR

27 août 2018

Les brèves

Une marche de 550 km pour le logement social

Magdaline Boutros - Le Devoir

Des membres du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) marcheront d'Ottawa à Québec pour dénoncer « les graves dénis du droit au logement ». La marche de 550 km débutera dimanche prochain pour se terminer le 31 septembre, soit à la veille des élections provinciales. Vingt-sept personnes ont prévu participer à l'ensemble de la marche de 28 jours. Le FRAPRU estime toutefois que jusqu'à une centaine de personnes se joindront quotidiennement à la marche. Réunis sous la bannière « De villes en villages pour le droit au logement », les marcheurs réclameront des engagements « ambitieux » des gouvernements en matière de logement social.

« Actuellement, les fonds en provenance de Québec et d'Ottawa ne permettent que de financer 3000 nouveaux logements sociaux par année, pour tout le Québec, s'indigne Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU. Mais moins du tiers peut être livré, faute d'un financement suffisant du programme AccèsLogis, malgré les importants surplus budgétaires. »

Quebec social housing group kicks off 28-day walk in Ottawa

Walkers hope to put pressure on 2018 Quebec election candidates

CBC News · Posted: Sep 02, 2018 6:58 PM ET | Last Updated: September 2



Front d'action populaire en réaménagement urbain began their 28-day walk from Ottawa to Quebec City on Sept. 2, 2018. The group is trying to raise the profile of social housing issues ahead of this fall's Quebec election. (Radio-Canada)

A social housing advocacy group kicked off their 28-day march from Ottawa to Quebec City Sunday, in an effort to put pressure on candidates in this year's Quebec election.

The walk was launched by Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) to raise awareness about social housing issues and to get party leaders to show their commitment

"We are talking about hundreds of [walkers] who will participate... including a core [team] of 27 people from different regions," organization spokesperson Veronique Laflamme told Radio-Canada in a French-language interview.

Walkers take on 2 governments

Laflamme said that in Quebec last year, there were only about 700 non-profit public housing units built — not enough to address the pressures facing "the 244,000 households with serious housing needs."

At a rally on Parliament Hill today, the organization called on the federal government to formally recognize the right to housing in the upcoming National Housing Strategy legislation, which is expected to be unveiled in the fall.

- **Federal legislation needed to declare housing a 'right,' says coalition**

"We are asking for 50,000 new social housing units in five years," she said. "So we call on both governments to invest in these units."

Laflamme also said that walkers are prepared to ask provincial candidates housing-related questions to learn their aims and intentions on the issue.

After walking from Ottawa to Gatineau today, the participants will travel through the Outaouais region this week.

They will then head to the Laurentians, arrive in Laval and Montreal on Sept. 13, and then depart for Montérégie, Lanaudière and Mauricie.

The march will end on Sept. 29 in Quebec City with a major demonstration.

Quebec's election is set for Oct. 1.

With files from The Canadian Press and Radio-Canada

RADIO-CANADA.CA

Ottawa–Gatineau

le téléjournal

https://ici.radio-canada.ca/tele/le-telejournal-ottawa-gatineau/site/segments/reportage/85453/frapu-ottawa-quebec-logement

UNE MARCHE OTTAWA-QUÉBEC POUR LE LOGEMENT SOCIAL



Profitant de la campagne électorale en cours, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) entame dimanche une marche de 28 jours entre Ottawa et Québec. Yasmine Mehdi y était.

Épisode du dimanche 2 septembre 2018 [INTÉGRALE]

TVA Nouvelles

TVA Nouvelles et Agence QMI | **Publié le 2 septembre 2018 à 09:15** - Mis à jour le 2 septembre 2018 à 12:56

550 km à pied pour le droit au logement



https://www.tvanouvelles.ca/2018/09/02/550-km-a-pied-pour-le-droit-au-logement

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) a donné le coup d'envoi, dimanche, à une marche de 550 km entre Ottawa et Québec pour le droit au logement.

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain veut profiter de la campagne électorale pour réclamer des engagements de la part du gouvernement.

Pendant 28 jours, des dizaines de personnes de différentes régions vont se joindre à l'organisme pour défendre le droit au logement et l'avenir du logement social. Il s'agit de la mobilisation la plus ambitieuse des 40 ans d'histoire de l'organisme

Le FRAPRU réclame notamment des investissements pour créer un plus grand nombre de logements sociaux, alors que près de 250 000 ménages locataires au Québec habiteraient un logement «trop chef, trop petit ou en mauvais état».

«Ces mauvaises conditions de logement ont des impacts directs sur leur sécurité, leur santé et la pleine jouissance de leurs droits. Ce sont des gens qui devraient avoir accès dès maintenant à un logement convenable, à un coût qu'ils peuvent payer sans se ruiner, mais il n'y en a pas», s'est indignée la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme, par communiqué.

La marche traversera plusieurs régions du Québec, soit l'Outaouais, les Laurentides, Laval, Montréal, la Montérégie, Lanaudière et l'ouest de la région de Québec. Environ 85 marcheurs traverseront d'abord l'Outaouais dans les prochains jours.

Une cinquantaine de municipalités seront visitées et les derniers marcheurs arriveront dans la capitale québécoise le 29 septembre, quelques jours avant les élections du 1er octobre.

Une marche de 550 km pour faire entendre la voix des mal-logés

RADIO-CANADA
Ma région
Grand Montréal

Avec les informations de La Presse canadienne

Publié le dimanche 2 septembre 2018



Une manifestation du FRAPRU dans les rues de Montréal le 21 mai 2015 Photo: La Presse canadienne / Paul Chiasson

Profitant de la campagne électorale en cours, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) entame dimanche une marche de 28 jours qui lui fera parcourir 550 km entre Ottawa et Québec. L'organisme veut ainsi mettre en lumière les problèmes des personnes mal logées et exiger plus d'action des gouvernements.

> *« C'est l'action la plus ambitieuse des 40 ans d'histoire du FRAPRU. On parle de centaines de [marcheurs] qui vont participer [...], dont un noyau de 27 personnes de différentes régions qui vont prendre part aux 28 jours de marche. »*
>
> *— Véronique Laflamme, organisatrice communautaire et porte-parole du FRAPRU*

L'objectif du FRAPRU est de sensibiliser la population au logement social et, surtout, de pousser les principaux partis à « prendre des engagements chiffrés et ambitieux » dans ce dossier.

« Les fonds ne débloquent pas. L'année passée au Québec, grâce aux fonds fédéraux et québécois, tout ce qu'il y a eu, c'est 700 nouveaux logements communautaires, sans but lucratif ou publics pour répondre aux [...] 244 000 ménages qui ont des besoins impérieux de logement, selon Statistique Canada », s'inquiète la militante.

Cette marche à relais traversera les régions de l'Outaouais, des Laurentides, de Laval, de Montréal, de la Montérégie, de Lanaudière, de la Mauricie et de la Capitale-Nationale.

Mme Laflamme a expliqué que, dans l'éventualité d'une rencontre des marcheurs avec des candidats désireux de se faire élire le 1er octobre, ils ne se gêneraient pas pour leur poser des questions afin de connaître leur intention en ce qui a trait à la création de logements sociaux.



Véronique Laflamme, porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) Photo : Radio-Canada

« On pense qu'il faut porter un grand coup pour faire entendre la voix des personnes mal logées au Québec et pour faire parler des problèmes de logement, qui sont malheureusement, depuis des années, balayés sous la pile des priorités des différents gouvernements », a-t-elle dit en entrevue à *RDI matin*.

Si tout se déroule comme prévu, la grande marche se terminera le 29 septembre à Québec par la tenue d'une large manifestation. Le FRAPRU invite les citoyens à rejoindre le cortège ou à encourager les marcheurs lors de son passage dans leur communauté.

Le FRAPRU entame une marche Ottawa-Québec pour exiger du logement social

L'objectif du FRAPRU est de sensibiliser la population au logement social et, surtout, de pousser les principaux partis à « prendre des engagements chiffrés et ambitieux » dans ce dossier. Photo: Radio-Canada / Yasmine Mehdi

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) a entamé dimanche une marche de 28 jours entre Ottawa et Québec. En pleine campagne électorale, les différentes formations politiques québécoises en ont profité pour réitéré leurs engagements en matière de logements sociaux.

« C'est l'action la plus ambitieuse des 40 ans d'histoire du FRAPRU. On parle de centaines de [marcheurs] qui vont participer [...], dont un noyau de 27 personnes de différentes régions qui vont prendre part aux 28 jours de marche », affirme Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU.

L'objectif du FRAPRU est de sensibiliser la population au manque de logement social, et surtout de pousser les principaux partis à « prendre des engagements chiffrés et ambitieux » dans ce dossier.

« Les fonds ne débloquent pas. L'année passée au Québec, grâce aux fonds fédéraux et québécois, tout ce qu'il y a eu, c'est 700 nouveaux logements communautaires sans but lucratif ou publics pour répondre aux [...] 244 000 ménages qui ont des besoins impérieux de logement, selon Statistique Canada », s'inquiète la militante.

Engagements variés

Le FRAPRU voudrait que le gouvernement construise 50 000 nouveaux logements sociaux d'ici cinq ans.

Québec solidaire est le seul grand parti qui s'engage à atteindre ces cibles.

Pour la députée sortante de Hull, la libérale Maryse Gaudreault, il faut être plus réaliste.

« En 2018-2019, on a annoncé 230 millions de dollars pour 3000 [logements] », a indiqué Mme Gaudreault. « Ce sont de très longs projets à réaliser. Ça prend toujours plus de temps que prévu », ajoute-t-elle.

Français

De son côté, la Coalition avenir Québec (CAQ) « s'engage à maintenir l'investissement de 50,7 M$ annoncé par le gouvernement du Québec »pour les groupes communautaires, peut-on lire dans un courriel qu'a fait parvenir le parti à Radio-Canada. La CAQ n'a pas précisé combien de logements sociaux elle compte construire si elle est portée au pouvoir le 1er octobre prochain.



Maryse Gaudreault est la candidate du Parti libéral du Québec pour les élections québécoises du 1er octobre dans la circonscription de Hull. Photo : Radio-Canada



Marysa Nadeau est la candidate du Parti québécois pour les élections provinciales québécoises du 1er octobre 2018 dans la circonscription de Hull. Photo : Radio-Canada

« On s'engage à ce qu'il y ait 3000 unités de logements sociaux de construites annuellement au Québec », a souligné pour sa part la candidate du Parti Québécois dans Hull, Marysa Nadeau. Cette dernière a également indiqué qu'un gouvernement péquiste tenterait d'aller « chercher [sa] part du programme fédéral en logement social pour ramener 2000 unités de plus » afin de pouvoir construire 5000 unités par an.

550 kilomètres de revendications

Devant le parlement à Ottawa, Mme Laflamme a interpellé le gouvernement Trudeau afin qu'il reconnaisse formellement le droit au logement dans la loi de mise en œuvre de la Stratégie canadienne sur le logement, attendue à l'automne.

« Nous savons qu'il y a des surplus faramineux du côté de Québec et d'Ottawa qui a une stratégie nationale sur le logement qui prévoit des milliards, mais malheureusement pour dans 10 ans, pas pour maintenant », soutient Mme Laflamme.

Véronique Laflamme a expliqué que, dans l'éventualité où les marcheurs devaient rencontrer des candidats désireux de se faire élire le 1er octobre, ils ne se gêneraient pas pour leur poser des questions dans le but de connaître leurs intentions en ce qui a trait à la création de logements sociaux.

Les marcheurs et marcheuses traverseront l'Outaouais cette semaine. Après avoir marché d'Ottawa à Gatineau le 2 septembre, la marche fera étape dans le secteur Masson-Angers le 3, à Thurso le 4, Pointe-au-Chêne le 5 et Papineauville le 6, avant de passer par les Laurentides, Laval, Montréal le 13, la Montérégie, Lanaudière, la Mauricie. L'activité se terminera le 29 septembre à Québec avec la tenue d'une grande manifestation.

> *« Ce sont des gens qui devraient avoir accès dès maintenant à un logement convenable, à un coût qu'ils peuvent payer sans se ruiner, mais il n'y en a pas! »*
>
> *— Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU*

Radio-Canada avec La Presse canadienne
Ma région
Grand Montréal
RADIO-CANADA



Publié le dimanche 2 septembre 2018 à 10 h 15
Mis à jour le 2 septembre 2018 à 17 h 45

Avec les informations de Yasmine Mehdi

métro

2 septembre 2018

Le FRAPRU entame une marche entre Ottawa et Québec

Par Rédaction
La Presse Canadienne



Chantal Lévesque/Archives Métro

OTTAWA — Profitant de la campagne électorale en cours, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) entame dimanche une marche de 28 jours entre Ottawa et Québec.

L'objectif du FRAPRU est de sensibiliser la population au logement social, et surtout de pousser les principaux partis à «prendre des engagements chiffrés et ambitieux» dans ce dossier.

Cette marche à relais, à laquelle participeront jusqu'à une centaine de personnes, sera longue de 550 kilomètres et traversera les régions de l'Outaouais, des Laurentides, de Laval, de Montréal, de la Montérégie, de Lanaudière, de la Mauricie et de la Capitale-Nationale.

La porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme, a expliqué que dans l'éventualité où les marcheurs devaient rencontrer des candidats désireux de se faire élire le 1er octobre, ils ne se gêneraient pas pour leur poser des questions dans le but de connaître leurs intentions en ce qui a trait à la création de logements sociaux.

Si tout se déroule comme prévu, l'activité se terminera le 29 septembre à Québec avec la tenue d'une grande manifestation.

RADIO-CANADA

ICI Abitibi–Témiscamingue

Publié le dimanche 2 septembre 2018

L'ALOCAT marche aux côtés du FRAPRU pour revendiquer plus de logements sociaux

Une délégation de l'Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue (ALOCAT) prendra part à la grande marche « De villes en villages pour le droit au logement » du FRAPRU.

La marche d'une capitale à l'autre partira d'Ottawa dimanche pour rejoindre Québec à la veille des élections du premier octobre.

Les participants vont parcourir 500 km pour revendiquer le financement de 50 000 nouveaux logements sociaux en cinq ans. La délégation de l'Abitibi-Témiscamingue sera de la partie vers la mi-septembre.

La participation de représentants de la région est d'autant plus importante puisque l'Abitibi-Témiscamingue fait face au défi de la rareté du logement, explique le coordonnateur de l'ALOCAT, Bruce Gervais.

« C'est une façon de dire aux différents paliers de gouvernements qu'on ne peut pas laisser le logement dans les mains du marché privé seul, dit-il. L'Abitibi-Témiscamingue est un très bon exemple de ça avec, en ce moment, des prix qui recommencent à monter en flèche et une rareté de logement qu'on voit en ce moment. Ce n'est pas rien, il y a l'économie qui se crée avec les mines et tout ça, et puis on est en train de penser qu'on va revivre la même crise qu'on a vécue entre 2008 et 2011. »



La délégation de l'Abitibi-Témiscamingue sera de la partie vers la mi-septembre.

La participation de représentants de la région est d'autant plus importante puisque l'Abitibi-Témiscamingue fait face au défi de la rareté du logement, explique le coordonnateur de l'ALOCAT, Bruce Gervais.

« C'est une façon de dire aux différents paliers de gouvernements qu'on ne peut pas laisser le logement dans les mains du marché privé seul, dit-il. L'Abitibi-Témiscamingue est un très bon exemple de ça avec, en ce moment, des prix qui recommencent à monter en flèche et une rareté de logement qu'on voit en ce moment. Ce n'est pas rien, il y a l'économie qui se crée avec les mines et tout ça, et puis on est en train de penser qu'on va revivre la même crise qu'on a vécue entre 2008 et 2011. »



Les logements à louer sont très rares à Val-d'Or. Photo : Radio-Canada / Mélanie Picard

Selon la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL) le taux d'inoccupation des logements était de 3,4 % dans la région l'an dernier. Val-d'Or affichait le taux le plus bas avec 1,7 %.

Selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), les ménages québécois ont consacré 27 % de leur budget au logement en 2016, ce qui représente la dépense la plus importante.

L'AVANTAGE votre journal

02 septembre 2018

Réal-Jean Couture

Début d'une marche historique de 28 jours pour le droit au logement

Début devant le Parlement canadien, à Ottawa

C'est aujourd'hui que débute dans la capitale fédérale la marche *De villes en villages pour le droit au logement*, organisée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

Plus de 250 personnes provenant de l'Outaouais, Montréal, Québec, l'Estrie, la Montérégie et le Bas-Saint-Laurent ont donné le coup d'envoi à la marche de 550 km qui prendra fin à Québec le 29 septembre.

Cette mobilisation, la plus ambitieuse des 40 ans d'histoire du FRAPRU, vise à mettre en lumière les graves dénis du droit au logement qui sévissent au Québec et au Canada, à sensibiliser la population et à réclamer des investissements suffisants de la part des gouvernements afin d'y mettre un terme.

Devant le Parlement, la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme, a interpellé le gouvernement Trudeau afin qu'il reconnaisse formellement le droit au logement dans la loi de mise en œuvre de la Stratégie canadienne sur le logement, attendue à l'automne.

Le FRAPRU dénonce toutefois d'ores et déjà le manque de volonté politique dont font preuve les libéraux fédéraux dans le dossier du logement social. Il leur reproche notamment que non seulement la majorité des sommes allouées par Ottawa pour la Stratégie sera dépensée après les élections de 2019, mais surtout qu'aucune part n'y soit réservée pour le logement social.

« Au-delà de la loi, pour être cohérent, le gouvernement fédéral doit financer adéquatement le logement social, car lui seul permet de garantir un logement de qualité convenable, véritablement abordable aux ménages à faible ou à modeste revenus et cela de façon pérenne », soutient Véronique Laflamme.

Le FRAPRU demande également une protection à long terme des logements sociaux déjà construits et toujours subventionnés par le fédéral. Malgré ses promesses électorales, le gouvernement Trudeau ne s'est engagé pour l'instant à maintenir les subventions que jusqu'en 2028.
« Si Ottawa ne change pas de cap et mets fin aux à ces subventions, cela va se traduire par des augmentations de loyer exorbitantes pour les ménages pauvres qui habitent dans ces logements sociaux, de l'ordre de 200 $ à 300 $, voire plus », rappelle Véronique Laflamme.

Quelque 85 marcheurs et marcheuses traverseront l'Outaouais cette semaine. Après avoir marché d'Ottawa à Gatineau le 2 octobre, la marche fera étape dans le secteur Masson-Angers le 3, à Thurso le 4, Pointe-au-Chêne le 5 et Papineauville le 6, avant de passer par les Laurentides, Laval, Montréal, la Montérégie, Lanaudière, la Mauricie et la région de Québec, où elle se terminera le 29 septembre. C'est le 13 septembre qu'elle traversera l'île de Montréal.

leDroit & leSoleil & laTribune & leNouvelliste



3 septembre 2018 / Mis à jour le 4 septembre 2018 à 0h27

Ottawa-Québec pour le logement social

2 septembre 2018
CHARLES-ANTOINE GAGNON

« On a encore des gens qui sont dans la rue, on a encore des gens qui vivent dans des taudis, dans des logements inabordables. Il faut que ces gens soient hébergés correctement. »

Ce sont des réalités que vivent des milliers de moins bien nantis en Outaouais et ailleurs au Québec qu'a partagées Patrick Villeneuve, de Gatineau, avant d'amorcer dimanche avec d'autres personnes une marche de 28 jours qui les mène de la colline parlementaire à Ottawa jusqu'à Québec afin d'interpeller les gouvernements et la population au droit au logement.

La marche de 550 km appelée De villes en villages pour le droit au logement est organisée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

« Cette mobilisation, la plus ambitieuse des 40 ans d'histoire du FRAPRU, vise à mettre en lumière les graves dénis du droit au logement qui sévissent au Québec et au Canada, à sensibiliser la population et à réclamer des investissements suffisants de la part des gouvernements afin d'y mettre un terme », a précisé l'organisme.

Les marcheurs passent par l'Outaouais, les Laurentides, Laval, Montréal, la Montérégie, Lanaudière, la Mauricie et la région de Québec. Au total, six personnes de l'Outaouais doivent marcher l'ensemble du parcours avec comme fil d'arrivée Québec, le 29 septembre.

« Le gouvernement de M. Trudeau qu'on interpelle particulièrement aujourd'hui a promis en campagne électorale, il y a presque quatre ans, de faire mieux, a indiqué Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU. Il a annoncé l'année dernière sa première Stratégie nationale sur le logement. C'est un grand pas, mais malheureusement, malgré les grands discours, il n'y a rien qui change pour les locataires ».



Le coordonnateur de Logemen'Occupe, François Roy,

— MARTIN ROY, LE DROIT

« On nous promet des milliards, mais ces milliards vont commencer à tomber après les prochaines élections. Dans dix ans, on verra le plein effet de ces mesures promises, mais concrètement rien ne change. Il n'y a toujours pas de négociations conclues avec le Québec et il n'y a toujours rien de réservé pour le logement social », a continué Mme Laflamme, qui a précisé que la marche interpellera aussi les candidats aux élections et les partis politiques québécois qui veulent former le prochain gouvernement.

Selon les statistiques, il y aurait plus de 244 000 ménages au Québec qui ont des besoins impérieux de logement, dont plus de 11 000 en Outaouais.

Le coordonnateur de Logemen'Occupe, François Roy, a qualifié de « problème majeur » le fait que les programmes en matière de logements sociaux n'aient pas été indexés pour répondre aux réalités des coûts de construction d'aujourd'hui.

« Il ne s'en construit pratiquement plus de logements si on se compare à il y a quelques années », a-t-il indiqué.

« Le programme AccèsLogis porte sur la construction de 3000 unités pour l'ensemble du Québec alors que seulement à Gatineau, si on voulait sérieusement s'attaquer à la crise du logement, il faudrait en construire 3000 d'ici quatre ou cinq ans », a-t-il ajouté.

Julie Parent, intervenante au niveau du soutien communautaire à l'organisme Mon Chez Nous à Gatineau, prend part à l'ensemble de la marche, comme M. Villeneuve.

« Il y a des gens qui ont vécu dans des logements insalubres, alors on les aide à se remettre et reprendre le pouvoir sur leur vie, a expliqué Mme Parent. Nous voulons dire aux gouvernements que ça prend des logements à prix modique, mais qu'il faut aussi le personnel qui vient avec pour maintenir ces gens en logement ».

« Personne n'est à l'abri de l'itinérance. Ça peut toucher tout le monde, et c'est pour ça qu'on fait la grande marche. C'est pour faire comprendre aux gouvernements qu'on ne lâchera pas », a signalé M. Villeneuve.

Une grande marche de 500 km pour le droit au logement traverse l'Outaouais

7 h 22 Une grande marche de 500 km pour le droit au logement traverse l'Outaouais

7 min 41 s



L'objectif du FRAPRU est de sensibiliser la population au logement social et, surtout, de pousser les principaux partis à « prendre des engagements chiffrés et ambitieux » dans ce dossier. Photo : Radio-Canada / Yasmine Mehdi

Selon le coordonnateur de Logemen'occupe et l'un des organisateurs de la grande marche, François Roy, l'idée derrière l'évènement est de sensibiliser les élus au besoin urgent d'investissements en matière de logement social.

Hier, des centaines de personnes étaient présentes sur la colline du Parlement à Ottawa pour le coup d'envoi de la marche « De villes en village pour le droit au logement » organisée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

Des militants marcheront de 15 à 25 km par jour pour se rendre jusqu'à Québec à la fin du mois dans le cadre de cet évènement.

M. Roy espère ainsi créer un momentum pour la cause en vue des prochaines élections québécoises. Selon lui, les problèmes en logement social perdurent à cause d'un manque de volonté politique.

> « On le voit présentement, on est en pleine campagne électorale au Québec et on entend très peu parler ou quasiment pas de la question de la pauvreté et évidemment du logement social. »
>
> — *François Roy, coordonnateur de Logemen'occupe*

M. Roy était au micro de Philippe Marcoux ce matin.

RCI RADIO CANADA INTERNATIONAL

Par Alice Chantal Tchandem Kamgang
francais@rcinet.ca
lundi 3 septembre, 2018 , 0 commentaire

250 personnes battent le pavé entre Ottawa et Québec pour plus de logements sociaux

Les marcheurs ont décidé de donner des pieds pour inciter le gouvernement fédéral, les provinces et les Territoires à se pencher sur la situation de personnes démunies qui ont des difficultés à se loger décemment. L'initiative de l'organisme, Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), mobilise 250 personnes. Elles sont parties du Québec pour entamer une marche de près d'un mois, entre la colline parlementaire à Ottawa et la ville de Québec.

RCI avec le FRAPRU, l'ONU et des informations du gouvernement fédéral

De ville en village pour le droit au logement

La marche de **550 kilomètres**, dite « marche *De villes en villages pour le droit au logement* » a débuté le 2 septembre. Elle permettra à 250 personnes parties de différentes localités du Québec, d'exprimer leur déception en face des politiques fédérales et provinciales qui ne feraient pas assez pour permettre aux plus démunis de la société d'avoir un abri.

> Quelque 85 marcheurs et marcheuses traverseront l'Outaouais cette semaine. Après avoir marché d'Ottawa à Gatineau le 2 octobre, la marche fera étape dans le secteur Masson-Angers le 3, à Thurso le 4, Pointe-au-Chêne le 5 et Papineauville le 6, avant de passer par les Laurentides, Laval, Montréal, la Montérégie, Lanaudière, la Mauricie et la région de Québec, où elle se terminera le 29 septembre. C'est le 13 septembre qu'elle traversera l'île de Montréal.

Selon le FRAPRU, cette marche est l'une des plus ambitieuses au Canada en 40 ans.

Des marcheurs près du parlement à Ottawa.

Elle se veut un cri du coeur afin que les différents paliers gouvernementaux investissent davantage dans le logement, surtout dans le logement social. La population est appelée à s'impliquer afin d'amplifier l'écho du cri auprès des responsables fédéraux, provinciaux et territoriaux.



La marche pour sensibiliser et inciter les responsables provinciaux et fédéraux à l'action. Photo : Radio-Canada/Yasmine Mehdi

Encastrer le droit au logement dans la loi de mise en oeuvre de la Stratégie canadienne sur le logement

La loi de mise en oeuvre de la Stratégie canadienne sur le logement est attendue cet automne au Canada. Le FRAPRU estime que le fédéral n'accorde que très peu de place au logement social dans cette Stratégie.

Selon l'organisme, la majorité des sommes allouées à la Stratégie canadienne sur le logement sera dépensée peu après les élections de 2019. Pourtant, la part réservée au logement social reste toujours à déterminer.

« Au-delà de la loi, pour être cohérent, le gouvernement fédéral doit financer adéquatement le logement social, car lui seul permet de garantir un logement de qualité convenable, véritablement abordable aux ménages à faible ou à modeste revenus et cela de façon pérenne », soutient la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme.

S'appuyant sur un rapport récent du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations-Unies, le FRAPRU souligne que la pénurie de logements sociaux est un problème qui se pose avec acuité au Canada.

« Ils ne compte que pour 4 % de l'ensemble, alors que 1 119 915 ménages locataires du Canada, dont 244 120 du Québec, ont des besoins impérieux de logement parce qu'ils vivent dans un logement trop cher, trop petit ou en mauvais état. Ces mauvaises conditions de logement ont des impacts directs sur leur sécurité, leur santé et la pleine jouissance de leurs droits. Ce sont des gens qui devraient avoir accès dès maintenant à un logement convenable, à un coût qu'ils peuvent payer sans se ruiner, mais il n'y en a pas », s'indigne Véronique Laflamme.

En tant qu'État partie du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), le Canada doit présenter un rapport au Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU tous les cinq ans concernant la mise en œuvre nationale de ses obligations découlant des traités.

Le Canada a comparu devant le Comité onusien les 24 et 25 février 2016 à Génève, en Suisse, pour présenter son 6e rapport,. À la fin, le Comité avait fait état d'une « crise du logement » dans le pays, de l'accroissement du nombre de sans-abri. De plus, il avait proposé des pistes concrètes pour s'attaquer à ces problèmes, dont l'accroissement des budgets que le Canada et les provinces consacrent à l'habitation, l'augmentation du nombre de logements sociaux, la pleine accessibilité du logement aux personnes en situation de handicap et le renforcement des protections légales des locataires, entre autres contre les évictions. Il avait recommandé aussi des mesures permettant d'examiner les causes profondes de l'itinérance, d'accroître la disponibilité des hébergements d'urgence et d'éviter la criminalisation des personnes itinérantes ».



La crise du logement fait gonfler le nombre de nouveaux sans-abri à Vancouver. Photo : CBC

Poursuivre les subventions

Le logement social est plus qu'une bouée de sauvetage pour les personnes dans le besoin. Le FRAPRU estime qu'abandonner les subventions dès 2028 comme voulu par le gouvernement fédéral serait dommageable pour les personnes vulnérables. C'est ainsi que l'organisme demande la protection à long terme des logements sociaux déjà construits et toujours subventionnés par le gouvernement fédéral.

« Si Ottawa ne change pas de cap et mets fin aux à ces subventions, cela va se traduire par des augmentations de loyer exorbitantes pour les ménages pauvres qui habitent dans ces logements sociaux, de l'ordre de 200 $ à 300 $, voire plus », a souligné Véronique Laflamme.

La Stratégie canadienne sur le logement social en quelques mots

Annoncée en 2017, cette Stratégie s'étale sur 10 ans avec un budget de 40 milliards de dollars.

But : répondre aux besoins en matière de logement : refuges, maisons communes aux locations, propriété.

Quelques initiatives dans le cadre de la Stratégie :

- Fonds national de co-investissement pour le logement de 13,2 milliards de dollars sur 10 ans, à compter de 2018-2019 : contribuera à construire 60 000 unités de logement abordables, à en réparer 240 000, à construire ou à réparer 4 000 refuges pour les survivants de violence domestique et à construire 7 000 nouvelles unités pour les aînés et 2 400 unités pour les personnes souffrant d'un trouble du développement.
- Fonds pour l'innovation en matière de logement locatif abordable: financement de 200 millions de dollars pour favoriser de nouveaux modèles de financement et des techniques de construction novatrices.
- Initiative Financement de la construction de logements locatifs, de 3,75 milliards de dollars sur quatre ans à compter de 2017-2018: offre des prêts à faible coût pour appuyer la construction de nouveaux logements locatifs.
- Initiative Terrains fédéraux, de 200 millions de dollars sur 10 ans à compter de 2018-2019: rendra des terres et des bâtiments excédentaires fédéraux accessibles à faible coût ou gratuitement pour la construction de logements abordables.

Lancement en mai 2018 du Fonds national de co-investissement de 13,2 milliards de dollars sur 10 ans pour le logement abordable au Canada. Photo : Radio-Canada

- Initiative fédérale de logement communautaire, de 500 millions de dollars sur 10 ans à compter de 2018-2019: contribuera à faire en sorte que le logement dans les maisons communes administrées par le gouvernement fédéral reste abordable, y compris les logements coopératifs, dont 55 000 ménages devraient bénéficier.
- Initiative canadienne de logement communautaire: fournira dès 2020, 4,3 milliards de dollars sur huit ans aux provinces et aux territoires pour protéger et construire un secteur de logements communautaires durable.
- Fonds provincial ou territorial pour les priorités en matière de logement : financement de 1,1 milliard de dollars sur neuf ans, à compter de 2019-2020, aux provinces et aux territoires afin qu'ils s'attaquent aux priorités en matière de logement.
- Prestation canadienne pour le logement : 4 milliards de dollars sur huit ans aux familles et aux personnes seules ayant des besoins en matière de logement.
- Les Stratégies sur le logement pour les Autochtones : appuieront la mise en œuvre de stratégies de logement distinctes pour les Premières Nations, les Inuits et les Métis. Dans les budgets de 2017 et de 2018, annonce des investissements de 1,7 milliard de dollars en appui à ces Stratégies;
- 2,1 milliards de dollars sur 10 ans investis (de 2018-2019 à 2027-2028) pour lutter contre l'itinérance.

LA PETITE-NATION

04 septembre 2018
Yannick Boursier

«Plus de 50% des aliments à l'épicerie sont des substances alimentaires»



©Le Bulletin-Yannick Boursier
Une marche s'est tenue mardi pour sensibiliser aux besoins d'un politique sur l'alimentation québécoise.

De plus en plus, la nourriture consommée par les citoyens ne sont plus des aliments, mais plutôt des substances alimentaires et c'est au gouvernement de faire un geste.

Le regroupement des cuisines collectives de l'Outaouais a embarqué dans la marche du FRAPRU mardi matin entre Masson-Angers et Thurso pour exiger des nouvelles règles pour assurer un meilleur accès à l'alimentation.

Alors qu'il y a des décennies, les gens allaient à l'épicerie pour se procurer des aliments frais, ce n'est plus le cas aujourd'hui. «Plus de 50% des aliments à l'épicerie sont des substances alimentaires», indique la responsable du Regroupement des cuisines collectives de l'Outaouais, Josée Poirier Defoy.

«On laisse faire ça, parce qu'il n'y a pas de lois», ajoute-t-elle. Le droit à l'alimentaire est inscrit depuis la fin des années 40, mais il est un droit orphelin, souligne Mme Poirier Defoy. Si bien que peu de mesures ont été prises pour encadrer la saine alimentation.

«On a commencé à en parler, mais c'est une bataille pour les 10 prochaines années, indique-t-elle. On a pris le flambeau pour dire aux gens que c'est assez de se faire nourrir par n'importe quoi. Et que les mangeurs ont droit au chapitre dans le dossier de la saine alimentation.»

Demandes

Avec cette marche, le Regroupement des cuisines collectives de l'Outaouais souhaite sensibiliser le gouvernement à prendre des mesures, comme l'adoption d'une politique alimentaire québécoise, la fixation d'un prix pour un panier avec des aliments de base, l'accessibilité à des marchés locaux, des jardins ou des cuisines collectives et la réintroduction des cours de cuisine dans les écoles.

Le financement des organismes communautaires d'aide à l'alimentation est aussi une demande pour que ces derniers puissent poursuivre leur travail de sensibilisation et offrir des repas dans certains cas. «On a 65 cuisines collectives en action en Outaouais, mentionne Mme Poirier Defoy. À travers les cuisines collectives, on rassemble des gens qui sont conscients de ce qu'ils vont mettre dans leur assiette.»

L'AVANTAGE votre journal

05 septembre 2018

Alexandre D'Astous

Une lanterne pour symboliser les problèmes de logements

En marge de la grande marche pour le droit au logement entre Ottawa et Québec qui se poursuit jusqu'au 29 septembre, le Comité logement Rimouski-Neigette installe une lanterne pour mettre en lumière les besoins des personnes mal-logées dans le petit parc à l'Est de la SOPER, à Rimouski.

Une petite cérémonie a eu lieu ce mercredi matin en présence de membres du Comité ainsi que d'autres organismes communautaires, du maire de Rimouski, Marc Parent et du député de Rimouski-Neigette-Témiscouata-Les Basques, Guy Caron. « La marche a débuté dimanche à Ottawa. Je ferai la portion du 18 au 29 septembre. Le 29 septembre, un autobus du Comité logement Rimouski-Neigette viendra m'accueillir sur les Plaines d'Abraham à Québec, en direction du parlement pour une grande manifestation devant le parlement. Nous sommes en pleine campagne électorale. La pauvreté est à discuter. Nous réclamons 50 000 logements sociaux pour les cinq prochaines années. Le gouvernement libéral en promettait 3 000 par année, mais il n'y en a eu que 683 en 2017. Seul Québec Solidaire s'engage sur les 50 000 », dénonce le coordonnateur du Comité logement Rimouski-Neigette, Guy Labonté.



©Alexandre D'Astous - L'Avantage Rimouski
Guy Labonté, Guy Caron et Marc Parent.

La lanterne symbolise le vécu des gens mal logés et elle met en lumière le droit au logement. Elle a été peinte par l'artiste et professeur à l'UQAM Claude Majeau à partir de mini-lanternes chinoises peintes cet hiver lors d'un atelier dirigé par Mme Majeau et exprimant le vécu des locataires rimouskois. « À Rimouski, 2 800 ménages utilisent plus de 30 % de leur revenu pour se loger, 1 200 ménages 50 % et 500 ménages 80 %. Ça devient impossible de gérer un budget et de se nourrir dans ces conditions », plaide M. Labonté, qui estime que la Ville de Rimouski fait sa part pour le logement social, mais qu'elle a besoin du provincial et du fédéral.



©Alexandre D'Astous - L'Avantage Rimouski

102.9 rouge

GABRIEL LE MARQUAND PERREAULT
jeudi 6 septembre 2018 - 7h31

Une lanterne pour illustrer les problèmes de logement à Rimouski

Le Comité logement Rimouski-Neigette vient d'installer une lanterne géante dans le parc près de la SOPER à Rimouski.

Cette dernière vise à illustrer les problèmes de logement vécus dans la région et leurs conséquences dans la vie des personnes mal-logées.

Elle a été peinte par l'artiste Claude Majeau en marge de la marche pour le droit au logement qui se déroule actuellement entre Ottawa et Québec.

La cérémonie d'inauguration s'est tenue mercredi matin en présence de membres d'organismes communautaires, du maire, Marc Parent, et du député fédéral de Rimouski-Neigette-Témiscouata-Les Basques, Guy Caron.

Notons qu'à Rimouski 1 200 ménages utilisent plus de 50% de leur revenu pour se loger.

Le FRAPRU au côté d'Action Logement Lanaudière le 19 septembre pour réclamer plus de logements sociaux

Jeudi, 6 septembre 2018

La grande marche d'Ottawa à Québec du 2 au 29 septembre pour le droit au logement, organisée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) s'arrêtera dans Lanaudière le 19 septembre.



Le comité organisateur de Lanaudière dont fait partie Action-Logement Lanaudière invite la population à participer à cette marche dès 13h45 au traversier de Saint-Ignace-de-Loyola et qui se poursuivra jusqu'à Berthierville.

Selon les données du recensement de 2016, 6845 ménages locataires de la région consacrent plus de la moitié de leur revenu pour se loger. Actuellement, les fonds en provenance de Québec et d'Ottawa ne permettent de financer que 3 000 nouveaux logements sociaux par année, pour tout le Québec, mais moins du tiers se réalise, faute d'un financement suffisant du programme AccèsLogis.

Action Logement Lanaudière estime que pour répondre aux besoins, il faut réaliser davantage de logements sociaux et communautaires en bonifiant et en réformant le programme AccèsLogis Québec.

Les personnes intéressées à participer peuvent communiquer avec Action-Logement Lanaudière pour s'inscrire et pour obtenir davantage d'information. La dernière semaine de marche se terminera à Québec, devant l'assemblée nationale, le 29 septembre.

103,5FM

L'ACTION.com

10 septembre 2018

La Grande marche d'Ottawa à Québec sera de passage dans Lanaudière

Droit au logement

COMMUNAUTAIRE. La grande marche historique d'Ottawa à Québec du 2 au 29 septembre pour le droit au logement, organisée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), vient de commencer. Cet événement vise à dénoncer les graves dénis de droits reliés au logement qui sévissent partout au Québec, ainsi qu'à réclamer des engagements de la part des gouvernements afin d'y mettre un terme. Les marcheurs et marcheuses arriveront dans Lanaudière le 19 septembre via le traversier de Saint-Ignace-de-Loyola.

Le comité organisateur de Lanaudière dont fait partie Action-Logement Lanaudière invite la population à participer à cette marche historique dont le rassemblement dans Lanaudière se fera à 13h45 au traversier de Saint-Ignace-de-Loyola. La marche se poursuivra jusqu'à Berthierville (6 km). De plus, le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec dont est membre Action-Logement Lanaudière sera présent à cette action.

Selon les données du recensement de 2016, 6 845 ménages locataires de la région consacrent plus de la moitié de leur revenu pour se loger. Ce sont des personnes dont la qualité de vie est fortement diminuée, puisqu'elles ne peuvent répondre à l'ensemble de leurs besoins essentiels. Actuellement, les fonds en provenance de Québec et d'Ottawa ne permettent de financer que 3 000 nouveaux logements sociaux par année, pour tout le Québec, mais moins du tiers se réalise, faute d'un financement suffisant du programme AccèsLogis, malgré les importants surplus budgétaires.

Pour répondre aux besoins, il faut réaliser davantage de logements sociaux et communautaires en bonifiant et en réformant le programme AccèsLogis Québec afin qu'il soit efficace, fonctionnel et souple pour s'adapter aux réalités locales. De plus, la journée du 19 septembre aura pour thématique l'insalubrité des logements, qui est un enjeu majeur dans la région. Malheureusement, Lanaudière n'a pas de code de logement pour lutter efficacement contre l'insalubrité des logements. «On constate beaucoup de problématiques d'insalubrité dans la région dont des problèmes de moisissures et de punaises de lit, qui tardent à être réglés » souligne Amélie Pelland, coordonnatrice à Action-Logement Lanaudière. Elle ajoute que : « plus de la moitié des dossiers ouverts à Action-Logement Lanaudière concernent des problèmes d'insalubrité ou des réparations qui tardent à être effectuées ». De plus, l'insalubrité d'un logement a un impact direct sur la santé des occupants et peut alors fortement altérer la qualité de vie de ceux-ci. Un comité contre l'insalubrité sera créé prochainement par l'organisme pour sensibiliser les municipalités à l'adoption d'un code du logement contre l'insalubrité. Les locataires intéressés à s'impliquer peuvent communiquer avec l'organisme.

Un transport est organisé à partir de Joliette pour la journée du 19 septembre. Les personnes intéressées à participer peuvent communiquer avec Action-Logement Lanaudière pour s'inscrire et pour obtenir davantage d'information. La dernière semaine de marche se terminera à Québec, devant l'assemblée nationale, le 29 septembre.

Des logements pour tous

Le droit au logement est au cœur des enjeux de justice sociale et de santé publique.

Par Claude Gauvreau

10 SEPTEMBRE 2018 À 16H40



Avoir accès à un logement abordable et adéquat est une condition de base à l'épanouissement personnel et social.
Illustration: Benoît Tardif

Les conditions de logement ne font pas partie des enjeux de la campagne électorale au Québec et n'apparaissent pas sur les écrans-radars des médias. Pourtant, les besoins de la population dans ce domaine sont nombreux et urgents. «Selon les données du recensement 2016 de Statistique Canada, plus de 244 000 ménages locataires au Québec vivent dans des logements trop chers, trop petits ou en mauvais état», lance Émilie Joly (M.A. science politique, 2013), organisatrice au Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). «Les familles pauvres, les femmes monoparentales, les personnes âgées et en situation de handicap, les nouveaux arrivants et les Autochtones figurent parmi les groupes les plus à risque d'être mal logés», observe la diplômée.

Afin d'interpeller les candidats des partis politiques et les différents paliers de gouvernements, le FRAPRU organise une marche de 550 kilomètres entre Ottawa et Québec qui a débuté le 2 septembre et qui se terminera devant l'Assemblée nationale, à Québec, le 29 septembre prochain. Appuyée par 500 organisations communautaires et syndicales, la marche rallie des centaines de Québécoises et de Québécois sous la bannière «De villes en villages pour le droit au logement».

Selon la plupart des organismes qui interviennent sur ce front, la situation du logement s'est détériorée au Québec depuis 20 ans. Entre 2005 et 2015, par exemple, les prix des loyers ont augmenté (27 %) beaucoup plus rapidement que les revenus (8,9 %). «Aujourd'hui, un ménage locataire sur trois doit consacrer plus de 30 % de ses revenus à se loger, au détriment d'autres besoins essentiels, comme se nourrir, se vêtir, se soigner et s'instruire», note Stéphan Corriveau (M.A. sciences juridiques, 2008; M.A. science politique, 2015), directeur général du Réseau québécois des OSBL d'habitation.

Pour le professeur du Département des sciences juridiques Martin Gallié, membre du Collectif de recherche et d'action sur l'habitat (CRACH), le droit au logement fait l'objet d'un véritable déni. En 1976, rappelle-t-il, le Canada et le Québec ont adhéré au pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels, incluant le droit au logement. «Depuis, tous les gouvernements qui se sont succédé à Ottawa et à Québec ont refusé de l'inscrire dans les chartes, malgré les demandes répétées des organismes de défense des droits de la personne et en dépit d'importantes luttes juridiques menées en Colombie-Britannique et en Ontario. Certes, la reconnaissance du droit au logement ne garantirait pas automatiquement un nombre suffisant de logements abordables, mais elle constituerait une avancée sur les plans politique et symbolique.»

Condoïsation de Montréal

Selon Hélène Bélanger (B.Sc. urbanisme, 98), professeure au Département d'études urbaines et touristiques et membre du CRACH, l'intense activité immobilière et la *condoïsation* de Montréal – par la construction et la conversion de logements locatifs en copropriétés – ont favorisé la hausse des prix de l'habitation et réduit l'accessibilité à des logements abordables, fragilisant ainsi le droit au logement. «Entre 2005 et 2015, plus de 60 000 condos ont été érigés dans la métropole, contre 10 000 logements sociaux», souligne la professeure.

La croissance de l'investissement dans le secteur des appartements en condominium s'explique, entre autres, par le processus de financiarisation du marché de l'habitation, poursuit Hélène Bélanger. «Si le logement est depuis longtemps un objet de commerce et de profit, il est désormais, sous l'effet de ce processus, une source d'accumulation et de spéculation financières pour les banques et les fonds d'investissement, qui interviennent massivement dans ce secteur.» Les administrations municipales dans les grands centres participent aussi, indirectement, à ce processus. «Le développement résidentiel axé sur la copropriété contribue à l'augmentation générale des valeurs foncières et, donc, à l'augmentation des revenus des municipalités. Au Québec, la taxe foncière représentait, en 2013, entre 80 % et 85 % de leurs revenus.»

La plateforme de location en ligne Airbnb a également un impact sur l'accessibilité au logement. Plus de 3 000 appartements situés dans les quartiers centraux de Montréal sont actuellement offerts en location sur la plateforme et, de ce nombre, environ 1 200 sont désormais exclus du marché locatif. «Loin d'être marginal, le phénomène est appelé à prendre de l'ampleur si des mécanismes ne sont pas mis en place pour encadrer ce marché, dit Hélène Bélanger. À Barcelone, où les vieux quartiers envahis par les touristes se sont vidés de leur population, on a empêché toute émission de nouveaux permis à Airbnb.»

Qu'est-ce que le logement social ?

- Un logement social est un logement à but non lucratif, dont le prix du loyer est établi en fonction des revenus de ses occupants et non du marché. Il est destiné aux personnes ayant des revenus faibles ou modestes.

- On trouve au Québec trois grands modèles de logement sociaux: les habitations à loyer modique (HLM), les coopératives d'habitation (coops) et les habitations gérées par des organismes sans but lucratif (OSBL d'habitation).

De nouveaux investissements

Après avoir cessé d'investir dans le logement social depuis le début des années 1990, le gouvernement fédéral présentera cet automne un projet de loi pour mettre en œuvre sa Stratégie nationale sur le logement, lancée en novembre 2017. Celle-ci prévoit 40 milliards de dollars sur 10 ans, qui serviraient, notamment, à réparer 240 000 logements communautaires et à en construire 60 000 nouveaux. La stratégie comporte également une allocation aux familles à compter de 2020.

«La majorité des sommes ne seront dépensées qu'après les prochaines élections fédérales, si le parti de Justin Trudeau est réélu, note Émilie Joly. Au lieu de disperser les fonds, le gouvernement devrait accorder la priorité aux ménages à faible revenu en débloquant dès maintenant 11,2 milliards de dollars, afin, entre autres, de relancer la construction de HLM, interrompue depuis 1994. Le Québec a besoin de 50 000 nouveaux logements sociaux sur 5 ans, dont près de la moitié à Montréal.»

Au Québec, l'aide gouvernementale au logement prend deux formes: l'aide à la pierre, pour la construction de logements, et l'aide aux ménages. «Il faut des investissements majeurs dans ce qu'on appelle l'aide à la pierre afin d'assurer la construction pérenne de logements sociaux, soutient Stéphan Corriveau. Il faudrait minimalement construire 5 000 logements sociaux chaque année. Le gouvernement devrait aussi bonifier son programme AccèsLogis et faciliter son utilisation par les développeurs de projets d'habitation communautaire, tels que les OSBL d'habitation.» Ces derniers offrent à des personnes défavorisées des logements stables et décents, dont les loyers sont 15 % moins élevés que ceux sur le marché locatif privé. Plus de 80 % de leurs locataires gagnent moins de 20 000 dollars par an, 63 % sont des femmes et 67,5 % ont 55 ans et plus.

Au cours des cinq dernières années, un peu moins de 10 000 nouveaux logements sociaux ont été construits au Québec, alors que près de 40 000 ménages, dont 24 000 à Montréal, sont inscrits sur une liste d'attente pour emménager dans un HLM, sans compter ceux qui espèrent obtenir un logement dans une coopérative ou un OSBL d'habitation. «Le manque d'investissement dans le logement social n'est pas un problème d'argent, mais de volonté politique, affirme Émilie Joly. Malgré des surplus de 4,4 milliards en 2017, Québec n'a consacré dans son dernier budget que 273 millions de dollars pour construire 3 000 nouveaux logements sociaux, lesquels ne feront que remplacer les unités perdues à cause des politiques d'austérité.»

Éclairer les besoins



Lanternes devant le Parlement à Ottawa.

L'artiste et doctorante en études et pratiques des arts Claude Majeau (M.A. arts visuels et médiatiques, 2016) a conçu neuf grandes lanternes qui seront déposées, la nuit venue, dans différentes villes du Québec par les participants à la marche pour le droit au logement organisée par le FRAPRU. Ornées de dessins et de mots, les lanternes visent à illustrer la dure réalité des personnes mal logées autrement que par des statistiques. «Les lanternes rappellent que les gens vivent quotidiennement dans des conditions exécrables, mais qu'ils connaissent les solutions à leurs problèmes», souligne Claude Majeau. Ce projet fait l'objet de sa recherche doctorale. Un premier dépôt de lanterne a eu lieu le 1er septembre dernier devant le Parlement canadien.

Le logement en chiffres

- Au Québec, les ménages locataires représentent plus du tiers (38,6 %) de l'ensemble des ménages et plus de la moitié d'entre eux sont constitués de personnes seules, des femmes en majorité.



HLM aux Habitations Jeanne-Mance, à Montréal.

- Selon un rapport (2015) de la Direction de santé publique de Montréal, 37 % des ménages locataires vivent sous le seuil de faible revenu. La proportion de la population montréalaise à faible revenu s'élève au-dessus de 30 % dans plusieurs arrondissements: Ville-Marie, Côtes-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Villeray-Saint-Michel-Parc Extension, Montréal-Nord.

- Le Québec compte environ 153 000 logements sociaux, dont 60 000 à Montréal, qui représentent 11,2 % de l'ensemble du parc de logements locatifs.

- On dénombre quelque 53 000 logements communautaires gérés par des OSBL d'habitation, 1 300 coopératives d'habitation qui offrent plus de 30 000 logements, et un peu plus de 74 000 HLM gérés par les Offices municipaux d'habitation.

- D'après la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), le loyer moyen des condos à Montréal, en 2017, était d'environ 1 181 dollars par mois, soit 18 % de plus que le loyer médian des autres types de logements locatifs.

Sources: Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Direction de santé publique de Montréal, Front d'action populaire en réaménagement urbain.

Problèmes d'insalubrité

L'Organisation mondiale de la santé estime qu'un quart des décès dans le monde sont dus au fait d'avoir vécu ou travaillé dans un environnement insalubre. Une étude récente de la Direction de santé publique de Montréal révèle que près de 30 % des ménages montréalais connaissent au moins un problème d'insalubrité: vermine, moisissures, humidité excessive, chauffage inadéquat, etc.

«Bien qu'il existe un règlement sur l'insalubrité à Montréal, le nombre d'inspecteurs pour le faire appliquer ne sont pas assez nombreux et les amendes ne sont pas suffisamment salées pour les propriétaires négligents», observe Hélène Bélanger. Il est aussi très difficile d'avoir un portrait clair des problèmes d'insalubrité dans les différents arrondissements de Montréal. «Le recensement des logements insalubres est laissé à leur discrétion, indique la professeure. Tous les arrondissements n'évaluent pas la nature des problèmes de la même façon et certains refusent même de divulguer leurs données sur l'insalubrité.» Émilie Joly rappelle que plusieurs municipalités ne disposent pas d'un règlement sur la salubrité. «Le Québec, dit-elle, doit se doter d'un code provincial en cette matière.»

Plusieurs groupes ont dénoncé la priorité accordée par les tribunaux aux demandes d'expulsion de locataires (logées par des propriétaires pour non-paiement ou retards fréquents dans le paiement du loyer), au détriment des causes d'insalubrité. «Les plaintes des locataires pour moisissures, qui touchent 30 % des logements à Montréal, mettent plus de deux ans avant d'être entendues, signale Martin Gallié. Au Nunavik, quelque 10 000 Inuits vivent dans 2 000 HLM insalubres et surpeuplés. Ils reçoivent chaque année entre 500 et 1000 avis d'expulsion.»

Une enquête de la Direction de l'habitation de la ville de Montréal et de la Direction régionale de santé publique de Montréal a levé le voile récemment sur les problèmes d'insalubrité qui sévissent dans plusieurs maisons de chambre privées de la métropole, dont les locataires sont souvent des personnes démunies financièrement ou aux prises avec des handicaps et des problèmes de santé mentale.

«Ces maisons de chambres sont un maillon essentiel de l'offre résidentielle, la dernière solution avant la rue et la première option pour en sortir», observe Stéphan Corriveau. Ce dernier propose de socialiser les maisons de chambres privées en les convertissant en OSBL d'habitation. «Cela favoriserait la stabilité résidentielle et la lutte contre l'itinérance, tout en produisant un effet bénéfique sur la santé publique, dit le diplômé. Des études ont montré qu'il était plus coûteux d'héberger des individus en prison, dans des hôpitaux ou dans des refuges que de leur louer un logement social avec soutien communautaire.»

Avoir accès à un logement abordable et adéquat ne contribue pas seulement à réduire la pauvreté et à améliorer la santé publique, affirme un rapport de la Société d'habitation du Québec publié en 2013. C'est une condition de base à l'épanouissement personnel et social. Le simple fait d'avoir accès à un logement décent dans un HLM, par exemple, incite les gens à travailler et à moins dépendre des revenus de l'État. Le logement social et communautaire favorise aussi le maintien à domicile des personnes âgées en légère perte d'autonomie, des personnes handicapées ou de celles ayant des problèmes de santé mentale. Enfin, les programmes de rénovation et de construction de logements sociaux participent à la revitalisation de certains quartiers et au mieux-être des collectivités et des individus qui les habitent.

Campagne nationale

À l'occasion des élections au Québec, le Réseau québécois des OSBL d'habitation a lancé la campagne «Je choisis le logement communautaire» afin d'alerter la population sur les problèmes de logement. «Nous rencontrerons les candidats des partis politiques et leur présenterons un portrait précis du logement communautaire dans leur comté pour leur faire prendre conscience de l'importance du rôle joué par les OSBL d'habitation», explique Stéphan Corriveau.

La campagne vise aussi à ce que le gouvernement fédéral reconnaisse le droit au logement comme un droit humain fondamental dans le futur projet de loi associé à la Stratégie nationale sur le logement. «Cela permettrait aux gens de réclamer des logements à l'État lorsqu'ils n'y ont pas accès et de demander des indemnités s'ils ne sont pas logés convenablement», précise le diplômé.

«Il est temps d'associer le combat pour la reconnaissance du droit au logement aux luttes populaires et syndicales pour un meilleur partage des richesses et une réduction des inégalités de revenus, comme celle en faveur d'une hausse du salaire minimum», affirme Martin Gallié.

Actualité UQAM, 10 septembre 2018 : « Des Logements pour tous » (fin)



Marche du FRAPRU à Laval et Montréal

Dans le cadre de leur marche Ottawa-Québec pour le droit au logement, les militants du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) sont arrivés à Montréal hier après-midi après avoir traversé Laval. Dans la métropole, le FRAPRU veut souligner les trop nombreux cas d'insalubrité et d'itinérance, les conséquences de l'embourgeoisement sur les locataires et leur possibilité de vivre en ville, la rareté des logements familiaux abordables et les difficultés particulières rencontrées par les immigrants locataires. Les marcheurs traverseront Montréal aujourd'hui. Avec plus de 200 participants, cette marche qui a débuté à Ottawa le 2 septembre se terminera avec une manifestation de clôture à Québec le 29 septembre. – PHOTO MAXIME DELAND/AGENCE QMI

LE JOURNAL DE MONTRÉAL

MAXIME DELAND/AGENCE QMI
Mercredi, 12 septembre 2018

Le FRAPRU marche à Laval et Montréal



Dans le cadre de leur marche Ottawa-Québec pour le droit au logement, les militants du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) sont arrivés à Montréal mercredi après-midi après avoir traversé Laval.

Dans la métropole, le FRAPRU veut souligner les trop nombreux cas d'insalubrité et d'itinérance, les conséquences de l'embourgeoisement sur les locataires et leur possibilité de vivre en ville, la rareté des logements familiaux abordables et les difficultés particulières rencontrées par les immigrants locataires.

Les marcheurs traverseront Montréal jeudi.

À Laval, les militants ont été rejoints mercredi par les organismes de défense des droits des personnes en situation de handicap pour rappeler aux gouvernements fédéral et provincial que plusieurs centaines de milliers de Québécois dépendent de logements universellement accessibles et adaptés ainsi que de services à domicile publics.

Avec plus de 200 participants, cette marche qui a débuté à Ottawa le 2 septembre se terminera avec une manifestation de clôture à Québec le 29 septembre.

L'Écho de Laval

12 septembre 2018

Des besoins criants en matière de logement à Laval



- Photo: Courtoisie

Plus d'une soixantaine de personnes ont assisté à la soirée publique sur les enjeux et besoins en matière de logement organisé par la Table régionale des organismes communautaires autonomes en logement de Laval (TROCALL) dans le cadre du passage de la grande marche du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

Tout le mois de septembre, une marche de 500 km organisée par le FRAPRU traverse villes et villages entre Ottawa et Québec pour le droit au logement. La marche était de passage à Laval les 11 et 12 septembre 2018.

La soirée animée par la TROCALL visait à mettre en lumière les besoins en logement à Laval, sensibiliser la population et susciter l'action des élu.es et décideurs.es. C'est sous la forme d'un jeu-questionnaire que les participants et participantes ont pu tester leurs connaissances des réalités vécues à Laval en matière de logement. L'assistance a été surprise d'apprendre les divers besoins criants à Laval, voire même le retard vis-à-vis du reste du Québec.

Effectivement, 13 000 ménages à Laval consacrent plus de 30 % de leur revenu au loyer. De ce nombre, plus de 7 000 affectent au-delà de 50 % de leur revenu pour se loger. Au niveau du logement social, l'Office municipal d'habitation de Laval (OMH Laval) gère actuellement seulement 2 406 logements. Un grand retard à rattraper considérant qu'il y a plus de 1 000 ménages inscrits sur la liste d'attente sans compter l'ensemble des familles lavalloises qui vivent sous le seuil de la pauvreté.

D'ailleurs, l'activité a également souligné que les femmes, les personnes seules, les personnes âgées et les jeunes sont plus à risque d'être mal logés et de consacrer une part démesurée de leur revenu au loyer.

« Pour répondre aux besoins les plus urgents en matière de logement, et cela de manière durable, il faut rapidement de nouveaux logements sociaux pour Laval. La grande participation à l'activité de ce soir illustre bien l'urgence de ce constat et la forte mobilisation pour le développement et la pérennisation du parc lavallois de logements communautaires », rapporte Claudine Inizan, porte-parole de la TROCALL.

COURRIER LAVAL.com
Propulsé par 2M.MEDIA

Par Benoit LeBlanc

Publié le 12 septembre 2018



Réclamant un droit au logement abordable, une centaine de marcheurs qui parcourent actuellement les 550 km séparant Ottawa de Québec. (Photo 2M.Media)

Les personnes handicapées marchent pour du logement abordable

Des dizaines de citoyens membres du Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPHL) se sont joints à la grande marche «De villes en villages pour le droit au logement» du Front populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), le 12 septembre, afin de réclamer un toit abordable et des services adaptés à leurs besoins.

«À Laval, on évalue à 101 000, le nombre de personnes en situation de handicap de tout type, a clamé Josée Massicotte, directrice du ROPPHL, devant la centaine de marcheurs rassemblés devant le centre des Loisirs Sainte-Béatrice. C'est énorme, on parle d'un citoyen sur quatre qui a de la difficulté à trouver de l'information sur un possible logement adapté dont la quantité reste beaucoup trop minime sur le territoire.»

En ce moment, il n'y a que les Habitations Saint-Christophe, dans Pont-Viau, qui correspondent vraiment à la notion de logements disponibles avec des aménagements spéciaux suffisants.

Mme Massicotte a rappelé que trop rares, les ressources en place s'épuisent. «Nos gouvernements doivent répondre au quart de notre population! Aujourd'hui encore, les personnes handicapées et leurs proches font face à plus d'obstacles que toute autre, ce qui nuit à leur participation sociale et leur choix.»

«Le logement demeure la base la plus solide au départ pour être une personne pleinement engagée et active, a continué d'exprimer, de son fauteuil roulant, Sarah Limoges, organisatrice communautaire à Moelle épinière et motricité Québec. Il faut parfois jusqu'à quatre ans à des gens pour accéder à leur propre logement auquel on avait mis des escaliers.» «Autre exemple, présentement, c'est très difficile pour une personne dysphasique, qui reste chez ses parents, sans emploi, sur l'aide sociale, ou travaille à temps partiel, et dont même se payer un café représente un luxe, d'avoir un logement abordable et accessible», de renchérir Geneviève Gauthier, responsable au soutien pédagogique chez Dysphasie +, basé boulevard Dagenais Ouest, dans Fabreville.

Mme Gauthier a insisté sur les services qui s'arrêtent dès l'âge de cinq ans quand un enfant souffre de trouble développemental du langage. Cela handicape sérieusement leurs chances d'obtenir une meilleure intégration sociale via une scolarité adéquate, nécessaire pour décrocher un emploi bien rémunéré.

«Nous procéderons à une importante collecte de données dans la prochaine année pour évaluer comment mieux répondre à l'énorme besoin de services et logements spéciaux à Laval», d'ajouter Josée Massicotte, indiquant que le ROPPHL a toujours pignon sur rue sur le boulevard des Prairies, dans Laval-des-Rapides.

Marche en cours

Amorcée le 2 septembre, à Ottawa, et se terminant le samedi 29 septembre, à Québec, à deux jours du scrutin provincial, la marche du FRAPRU avait pour titre «En route pour le logement accessible», le 12 septembre, durant son escale lavalloise amorcée la veille dans Sainte-Rose, en provenance des Laurentides.

En roulant ou sur leurs deux pieds, les participants ont parcouru 20 km en direction du parc Jarry, dans Montréal. Une promenade urbaine de près de cinq heures et demi animée principalement par des intervenants d'Ex aequo, un organisme se consacrant depuis 1980 à la promotion et à la défense des droits des personnes ayant une déficience motrice.



Josée Massicotte, directrice du ROPPHL, et Geneviève Gauthier, de Dysphasie +, ont exprimé le besoin de logements accessibles sur l'île Jésus.

Courrier de Laval, 12 septembre (fin)

L'Écho de Laval

12 septembre 2018

Des candidats et candidates de Québec Solidaire soutiennent la Marche du FRAPRU



- Photo: Courtoisie

Des candidats de Québec solidaire se sont joints à la Marche de Ville en villages du FRAPRU qui arrivait à Sainte-Rose hier via le pont de la 117. Cette marche, qui doit relier Ottawa à Québec, vise à interpeller les gouvernements provincial et fédéral sur la question de l'accessibilité au logement ainsi qu'à sensibiliser la population aux problèmes des gens mal-logés.

« Québec solidaire est plus que conscient des problématiques auxquelles le FRAPRU s'attaque et qui minent la qualité de vie de plusieurs Québécois, explique Simon Charron, candidat dans Sainte-Rose. *C'est pourquoi il est important pour nous de soutenir le FRAPRU ainsi que les 30% de Lavallois qui vivent en logement ».*

Actuellement, au Québec, 479 750 ménages locataires consacrent plus de 30 % de leur revenu pour se loger et près de 40 000 personnes en situation de handicap habitent dans des logements qui ne sont pas adaptés à leurs besoins. Quant aux personnes racisées, prestataires d'aide sociale, autochtones vivant en milieu urbain et les ménages avec enfants, ils et elles subissent encore aujourd'hui de la discrimination lors de la location d'un logement.

C'est avec cette problématique en tête que Québec solidaire appuie la démarche du FRAPRU et prévoit la création de 50 000 logements sociaux (qui seront également écoénergétiques), dont 1900 logements à Laval. Le parti souhaite également inscrire le droit au logement dans la Charte québécoise des droits et libertés de la personne et adopter une Politique nationale du logement basée sur l'accès universel à un logement.

« *Tous les citoyens, ont droit à un logement décent, salubre, accessible aux personnes à mobilité réduite et abordable et ce, sans subir de discrimination de la part des propriétaires* » confirme Graciela Mateo, candidate solidaire dans Laval-des-Rapides, qui se joindra à nouveau cet après-mid à la marche qui partira du Relais communautaire de Laval situé dans sa circonscription pour se rendre à Montréal.



Une fête familiale pour revendiquer des logements sociaux à Longueuil

Les administrateurs de la Maison La Virevolte tiennent une journée spéciale ce samedi pour souligner un double événement.

Le point de rencontre se fait dans le stationnement du cégep Édouard-Montpetit où les familles rassemblées vont accueillir les marcheurs pour le Droit au logement.

Ces derniers participent à une marche de plus de 500 km d'Ottawa à Québec amorcée le deux septembre et qui se poursuit jusqu'au 29 septembre.

Ils marchent en geste de solidarité pour la cause du droit au logement.

Comme l'indique Déric Noël-Lagacée de La Virevolte, la grande fête familiale tenue au cégep se veut une activité pour interpeller les deux paliers de gouvernement sur les graves dénis du droit au logement qui accablent les ménages locataires à faible revenu.

00:00 00:00

Souvent les mauvaises conditions de logement ont des impacts directs sur la sécurité, la santé et la pleine jouissance des droits des familles.

Auteur : Henri-Paul Raymond

Le logement social en marche

13/09/2018

métro
Courrier
Ahuntsic / Bordeaux-Cartierville

Par Amine Esseghir



Véronique Laflamme, porte-parole du Frapru, indique qu'il est urgent de trouver des solutions pour permettre l'accès à des logements dignes pour les plus démunis. Amine Esseghir/Courrier Ahuntsic

La grande marche pour le droit au logement, partie d'Ottawa en direction de Québec a fait une halte au pavillon d'accueil du parcours Gouin, à Ahuntsic, le 12 septembre. Une trentaine de membres du Comité logement Ahuntsic-Cartierville (CLAC), se sont joints à cette manifestation pour deux jours de marche à Montréal et Laval.

Partis le 2 septembre d'Ottawa, cette marche initiée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (Frapru), intitulée *De villes en villages*, s'arrête à plusieurs endroits sur son parcours et les marcheurs sont accueillis et accompagnés pour quelques kilomètres par des militants locaux.

L'objectif est d'interpeler les élus au niveau fédéral et provincial sur la situation des locataires à faibles revenus qui ont du mal à se loger convenablement et sur l'insuffisance des investissements dans le domaine du logement social.

«En pleine campagne électorale provinciale, il est clair que nous avons voulu attirer l'attention des candidats localement, mais aussi leurs partis concernant le logement social, confie Véronique Laflamme, porte-parole du Frapru. Il faut avouer que nous avons eu peu de réponses.»

Selon les différentes plateformes des partis, Québec solidaire promettrait 50 000 nouveaux logements sociaux en cinq ans, soit 10 000 par année.

La CAQ n'a pas précisé si elle développerait du logement social, tandis que le Parti québécois promet de maintenir le seuil actuel de 3000 logements par année en promettant de l'augmenter à 5000 si le gouvernement fédéral y contribue. Pour sa part, le Parti libéral n'ira pas au-delà des seuils actuels, a synthétisé Karina Montambeault, organisatrice communautaire au Comité logement Ahuntsic-Cartierville.

Lors de leur halte Ahuntsic, Raphaël Rebelo, candidat dans Maurice-Richard, est allé à la rencontre des marcheurs.

«Ce que nous essayons de mettre en lumière à travers cette marche c'est l'urgence d'agir», souligne Mme Laflamme.

Accès universel

Pour la journée du 12 septembre, Ex aequo, un organisme qui défend les droits des personnes avec une déficience motrice et une quinzaine d'organismes de défense des droits des personnes en situation de handicap se sont associés à la marche.

«En plus de la demande pour de nouveaux logements accessibles, nous voulons recenser les logements adaptés existants et pouvoir disposer d'une base de données fiable pour les offrir aux personnes qui en ont besoin», relève Simon Philippe-Caron, chargé du volet logement chez Ex aequo.

Après avoir quitté Montréal le 13 septembre, la Marche a traversé la Montérégie, Lanaudière et la Mauricie. L'événement prendra fin devant l'Assemblée nationale à Québec, le 29 septembre, la veille des élections générales.

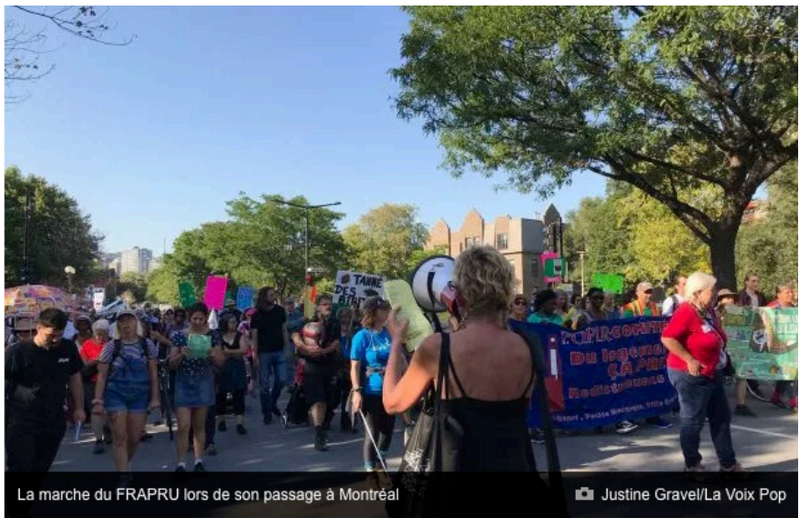
Marcher pour se loger

Par Justine Gravel

14/09/2018

métro

La Voix Pop Sud-Ouest



La marche du FRAPRU lors de son passage à Montréal — Justine Gravel/La Voix Pop

La grande marche *De villes en villages pour le droit au logement* organisée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), qui totalise 550 km en 28 jours, s'est arrêtée dans Saint-Henri ce jeudi. Près de 200 marcheurs se sont ralliés à la troupe qui a pris le départ d'Ottawa afin de sommer les gouvernements provincial et fédéral de mettre 50 000 nouveaux logements sociaux sur le marché québécois, dont 4 000 uniquement dans le Sud-Ouest.

Actuellement, ce sont près 5 000 ménages, uniquement dans Saint-Henri, qui consacrent plus de la moitié de leurs revenus à se loger, selon le dernier recensement réalisé en 2016. Il s'agit du quart de la population de ce quartier.

«Ce sont des gens qui doivent couper dans leurs autres besoins essentiels», se désole Patricia Viannay, organisatrice communautaire au POPIR-Comité Logement, un organisme de Saint-Henri œuvrant pour le droit au logement.

Selon elle, ces données s'expliquent par le phénomène d'embourgeoisement qui touche l'arrondissement depuis plusieurs années. «En apparence, on pourrait croire que le quartier se revitalise et que c'est une amélioration, mais pour nous, qui sommes en contact avec les personnes vivant des problèmes de logement, la situation empire. Les loyers augmentent plus vite que les revenus et les grands logements sont de plus en plus rares», soutient-elle.

C'est donc sous cette thématique que s'est déroulée la marche dans le Sud-Ouest. «Nos différents thèmes visent à mettre en lumière les besoins particuliers de chaque secteur», précise Véronique Laflamme, la porte-parole du FRAPRU. L'insalubrité, l'itinérance et le droit au logement pour les familles ont été abordés ailleurs dans la métropole.

Demande réaliste

Selon les données recueillies par le FRAPRU, 100 000 Montréalais ont des besoins impérieux de logements, soit parce qu'ils paient trop cher, soit parce que leur logement est en mauvais état.

«Ça démontre l'ampleur des besoins et c'est pourquoi nous sommes rendus à faire quelque chose d'aussi ambitieux qu'une marche de 550 km entre les deux capitales. C'est une première dans l'histoire du droit au logement et dans les 40 ans d'existence du FRAPRU», renchérit Mme Laflamme.

Les militants ont donc profité de la campagne électorale en cours pour faire entendre leur voix aux différents partis en lice pour former le prochain gouvernement.

«Nous leur demandons de prendre des engagements ambitieux. Malheureusement, le Parti libéral et le Parti Québécois nous promettent seulement de 3 000 à 5 000 nouveaux logements, tandis que la CAQ parle carrément de ne pas financer de nouveaux logements sociaux, déplore-t-elle. Ça donne l'impression que pour eux, ce n'est pas un enjeu important.»

De son côté, Québec Solidaire promet 50 000 nouveaux logements en quatre ans, ce qui va plus loin que la demande du FRAPRU, qui souhaite voir ce nombre d'habitations se concrétiser d'ici cinq ans.

«Pour nous, c'est un minimum, parce qu'on sait que ça ne répondra même pas à tous les besoins. C'est le nombre réaliste pour le moment», soutient Mme Laflamme.

Selon les militants, le logement social est la seule solution durable aux problèmes de locataires à faibles revenus, car il assure des loyers respectant leur capacité de payer et une sécurité.

L'ALOCAT joint le FRAPRU à Montréal et demande plus de logements sociaux

ICI Abitibi–Témiscamingue
RADIO-CANADA

Publié le jeudi 13 septembre 2018



Bruce Gervais, coordonnateur de l'Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue, devant la scène Paramount
Photo: Radio-Canada / Guillaume Rivest

Une délégation de quatre membres de l'Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue (ALOCAT) rejoint lundi la marche du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) pour exiger plus de logements sociaux.

Avec les informations de **Boualem Hadjouti**

Le FRAPRU a entamé le 2 septembre dernier une marche de 28 jours entre Ottawa et Québec.

L'objectif est de pousser les principaux partis, en campagne électorale, à prendre des engagements dans ce dossier.

Le coordonnateur de l'ALOCAT, Bruce Gervais, explique que délégation de la région va surtout participer à la marche dans la grande région de Montréal.

> *« Ce qu'on essaie de dire aux représentants de l'État québécois, c'est : faites des logements sociaux parce que ce n'est pas vrai que tout le monde part avec la même chance dans la vie. Donc, soyons solidaires et gardons serré ce tissu social. »*
>
> — *Bruce Gervais*

La marche prendra fin le 29 septembre à Québec avec la tenue d'une grande manifestation.

LES BLOGUES

13/09/2018 06:00 EDT | **Actualisé** 04/12/2018 15:21 EST

Du logement social pour lutter contre l'itinérance

HUFFPOST



Alice Lepetit
Organisatrice communautaire au Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)

Le prochain gouvernement devra s'engager à développer davantage de logements sociaux pour répondre aux besoins urgents, en augmentant le nombre d'unités financées et en bonifiant les programmes et budgets.



RONNIECHUA VIA GETTY IMAGES

Au-delà de la prévention, le logement social constitue une solution durable pour les personnes ayant vécu l'itinérance.

Pour lutter contre l'itinérance, l'accès à un logement stable, sécuritaire et salubre constitue un élément central. Dans sa diversité de formules (HLM, Coopératives d'habitation, OBNL-Habitation), le logement social joue donc un rôle essentiel tant pour prévenir l'itinérance que pour la réduire.

C'est pourquoi, le 13 septembre prochain, le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) participera à la grande marche De Villes en villages pour le droit au logement lors de son passage à Montréal. Le RAPSIM joindra sa voix au Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) pour réclamer des investissements majeurs dans le logement social au Québec.

> **“**
> **À Montréal, ce sont plus de 2000 unités de logements sociaux qui ont été développées pour répondre aux besoins des personnes itinérantes.**

Au-delà de la prévention, le logement social constitue une solution durable pour les personnes ayant vécu l'itinérance. À Montréal, ce sont plus de 2000 unités de logements sociaux qui ont été développées pour répondre aux besoins des personnes itinérantes.

Ces projets sont variés: certains offrent du logement transitoire, d'autres du logement permanent. Certains visent une population mixte, d'autres un public spécifique (femmes, jeunes ou personnes ayant des besoins spécifiques en santé mentale ou toxicomanie par exemple). Toutes ces formules sont pertinentes et répondent à des besoins. Toutes permettent à des personnes de sortir de l'itinérance de façon durable.

Bien plus qu'un toit

Ces logements offrent bien plus qu'un toit aux personnes qui y vivent. Ils constituent de véritables milieux de vie. Pour des personnes ayant connu la rue, ces logements sont un point de départ et un élément central pour se reconstruire et sortir de l'isolement. Grâce au soutien communautaire qui y est offert, les personnes peuvent entamer des démarches pour avoir accès à l'aide sociale, à des programmes d'insertion ou encore aux services de santé de base.

Le soutien communautaire est une pratique développée par les groupes en logement social qui prend des formes diverses allant de l'accompagnement individuel dans les démarches à l'animation du milieu de vie en passant par la résolution de conflit et la défense collective des droits.

Huffpost, 13 septembre 2018 (suite)

> **Cette forme d'intervention à la fois individuelle et collective est essentielle pour favoriser la stabilité résidentielle de personnes ayant connu l'itinérance.**

L'organisme Dans la rue est propriétaire de 17 studios dans le quartier Hochelaga pour des jeunes ayant vécu l'itinérance ou étant à très fort risque de l'être. Pour les locataires de ces appartements, le soutien communautaire signifie la présence d'intervenant.e.s dans la bâtisse plusieurs jours par semaine pour les soutenir dans leurs démarches, développer avec eux un plan d'intervention les amenant peu à peu vers l'autonomie.

C'est aussi l'organisation de soupers communautaires une fois par mois et l'entretien d'un jardin collectif. Au Réseau Habitation Femmes, qui propose des studios pour femmes seules, le soutien communautaire permet d'accompagner les locataires dans la réalisation d'un journal, l'organisation d'activités collectives, mais aussi de soutenir leur implication dans les décisions entourant le vivre-ensemble.

Cette forme d'intervention à la fois individuelle et collective est donc essentielle pour favoriser la stabilité résidentielle de personnes ayant connu l'itinérance. Elle leur permet de reconstruire des liens de confiance, un sentiment d'appartenance et une estime de soi au-delà de répondre à leurs besoins de base.

> **“**
>
> **Au Québec, c'est 30 millions $ qui sont réclamés par les regroupements en logement social pour pouvoir répondre aux besoins non-comblés.**

Pourtant, cette pratique est sous-financée depuis plusieurs années. À Montréal, les besoins de financement sont évalués à 7 millions $ supplémentaires. Au Québec, c'est 30 millions $ qui sont réclamés par les regroupements en logement social pour pouvoir répondre aux besoins non-comblés. En l'absence de ces financements, ce sont les personnes les plus démunies qui en paient le prix.

Autre aspect important du logement social: une partie des unités bénéficie au Québec du Programme de supplément au loyer qui permet de plafonner les loyers à 25% des revenus des locataires qui en bénéficient. Dans les projets pour personnes itinérantes, ce sont presque 100% des unités de logement qui sont ainsi subventionnées. Ce modèle doit être non seulement préservé, mais également développé, afin de permettre à davantage de personnes de sortir de l'itinérance de façon durable et prévenir que d'autres s'y retrouvent.

Pour toutes ces raisons, le RAPSIM marchera le 13 septembre prochain pour demander des investissements majeurs en logement social, auprès des gouvernements du Québec et d'Ottawa. Alors que ce dernier annonçait des investissements majeurs en logement dans le cadre de sa stratégie nationale en logement en novembre 2017, il est essentiel qu'une partie importante des fonds permette le développement et la consolidation du parc de logement sociaux destinés aux personnes à très faible revenu.

Le prochain gouvernement du Québec devra quant à lui s'engager à développer davantage de logements sociaux pour répondre aux besoins urgents en la matière, en augmentant le nombre d'unités financées et en bonifiant les programmes et budgets qui y sont associés. Québec devra également assurer un financement adéquat du soutien communautaire dans les logements sociaux qui le nécessitent, dont ceux destinés aux personnes ayant vécu l'itinérance.

Huffpost, 13 septembre 2018 (fin)

métro journalmetro.com
Week-end 14-16 septembre 2018



La grande marche du FRAPRU arrive sur l'île

La grande marche De villes en villages pour le droit au logement, organisée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), qui a parcouru 550 km en 28 jours, s'est arrêtée dans la métropole hier. Près de 300 marcheurs se sont ralliés à la troupe qui a pris le départ d'Ottawa, vers Québec, afin de sommer les gouvernements provincial et fédéral de construire 50 000 nouveaux logements sociaux dans l'ensemble de la province en cinq ans. Les marcheurs ont parcouru une partie de l'avenue Atwater, dans Saint-Henri, un quartier en plein embourgeoisement. / JUSTINE GRAVEL/LA VOIX-POP DU SUD-OUEST

---

le Soleil de Châteauguay

Le samedi 15 septembre 2018,

Des militants pour le droit au logement de passage à Châteauguay

Marie-Josée Bétournay



Les marcheuses Françoise Legault, de Sainte-Catherine, et Sylvie Moreau, de Beauharnois.

Une quarantaine de participants à la marche *De villes en villages pour le droit au logement*, du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), ont fait un arrêt devant les bureaux de l'Office municipal d'habitation à Châteauguay vendredi.

Le groupe, parti d'Ottawa le dimanche 2 septembre, revendique un engagement et de nouveaux investissements de la part des partis politiques en campagne électorale au Québec ainsi que du gouvernement fédéral. «À Châteauguay, près de 800 ménages paient plus de 50 % de leurs revenus pour se loger. Il y a une liste d'attente de près de 550 ménages au Comité logement Rive-Sud, dont 250 en attente d'un HLM à Châteauguay», a souligné Marjolaine Tapin, du Comité logement Rive-Sud. «Plus d'une centaine de personnes est en attente à Beauharnois pour un logement social», a renchéri Annick Frappier, du Comité logement de Beauharnois.

Sur leur parcours de 550 km, les marcheurs reçoivent l'appui de la population et de groupes sociaux en Montérégie. «Des gens klaxonnent, les syndicats et des groupes de femmes les soutiennent», dit Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU.

Vendredi, après un déjeuner-causerie, les marcheurs ont repris la route en direction de Saint-Constant en scandant «Pour le droit au logement». Parmi eux, Sylvie Moreau, une résidente de Beauharnois qui accompagne le groupe depuis Ottawa. «Je continue à éclairer, à militer pour la cause sociale. C'est trop important pour mes enfants, mes petits-enfants, mes parents et je continue la lutte pour les étudiants et les personnes handicapées qui ont besoin de logements adaptés», a-t-elle confié. Françoise Legault, une résidente de Sainte-Catherine, a joint le groupe vendredi matin à Châteauguay. «J'ai souvent côtoyé des gens qui ont besoin de logement. Je trouve cela triste d'arriver à la fin du mois, devoir prendre ton argent pour te nourrir et ne pas avoir d'argent pour payer le loyer. Ça ne fonctionne pas», a indiqué la dame qui compte arriver à destination, soit Québec, le samedi 29 septembre.

Des militants pour le droit au logement marchent 550 km

Une quarantaine de participants à la marche *De villes en villages pour le droit au logement*, du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), ont fait un arrêt devant les bureaux de l'Office municipal d'habitation à Châteauguay, vendredi.

Le groupe, parti d'Ottawa le dimanche 2 septembre, revendique un engagement et de nouveaux investissements de la part des partis politiques en campagne électorale au Québec ainsi que du gouvernement fédéral.

«À Châteauguay, près de 800 ménages paient plus de 50 % de leurs revenus pour se loger. Il y a une liste d'attente de près de 550 ménages au Comité logement Rive-Sud, dont 250 en attente d'un HLM à Châteauguay», a souligné Marjolaine Tapin, du Comité logement Rive-Sud.



Les marcheuses Françoise Legault, de Sainte-Catherine, et Sylvie Moreau, de Beauharnois.

Crédit photo : Le Soleil - Marie-Josée Bétournay

«Plus d'une centaine de personnes est en attente à Beauharnois pour un logement social», a renchéri Annick Frappier, du Comité logement de Beauharnois.

Sur leur parcours de 550 km, les marcheurs reçoivent l'appui de la population et de groupes sociaux en Montérégie. «Des gens klaxonnent, les syndicats et des groupes de femmes les soutiennent», dit Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU.

Vendredi, après un déjeuner-causerie, les marcheurs ont repris la route en direction de Saint-Constant en scandant «Pour le droit au logement». Parmi eux, Sylvie Moreau, une résidente de Beauharnois qui accompagne le groupe depuis Ottawa.

«Je continue à éclairer, à militer pour la cause sociale. C'est trop important pour mes enfants, mes petits-enfants, mes parents et je continue la lutte pour les étudiants et les personnes handicapées qui ont besoin de logements adaptés», a-t-elle confié.

Françoise Legault, une résidente de Sainte-Catherine, a joint le groupe vendredi matin à Châteauguay.

«J'ai souvent côtoyé des gens qui ont besoin de logement. Je trouve cela triste d'arriver à la fin du mois, devoir prendre ton argent pour te nourrir et ne pas avoir d'argent pour payer le loyer. Ça ne fonctionne pas», a indiqué la dame qui compte arriver à destination, soit Québec, le samedi 29 septembre.

Marie-Josée Bétournay

le Reflet

Le dimanche 16 septembre 2018

Grande-marche pour le droit au logement de passage à Longueuil

Jonathan Tremblay

Une grande fête de la famille pour le droit au logement a été organisé devant le cégep Édouard-Montpetit samedi.

Plus de 200 personnes différentes, dont une vingtaine effectuant l'entièreté des 550 km, participaient à relais à cette marche visant à réclamer des engagements ambitieux de la part des gouvernements afin qu'ils mettent un terme aux graves problèmes de logement qui perdurent dans les différentes régions du Québec.

Le Comité logement Rive-Sud, le Comité logement Beauharnois et la Maison La Virevolte, groupes membres du FRAPRU en Montérégie, sont impliqués activement dans cet évènement.



Des dizaine de citoyens ont accueilli les marcheurs.

Crédit photo : Robert Côté – Le Courrier du Sud

Le fête avait pour but d'accueillir les marcheurs et les Longueuillois qui se sont joints à la marche à l'occasion d'une mini-marche en provenance du secteur Le Moyne.

Pour clore l'événement, l'artiste Claude Majeau a dévoilé des lanternes réalisées dans le cadre d'un projet d'art militant.

Le lundi 17 septembre 2018

le courrier du sud



FM 103,3
La radio allumée

2018-09-17

Un loyer trop élevé pour plus de 9000 ménages à Longueuil

À l'occasion de la marche De villes en villages, pour le droit au logement, environ 75 participants étaient de passage au cégep Édouard-Montpetit à Longueuil, samedi.

Les militants ont parcouru 200 km du trajet de 550 km, qui se terminera à Québec.

La Maison Virevolte et le Comité logement Rive-Sud ont collaboré à l'évènement.

De plus en plus de gens consacrent la moitié de leur revenu au loyer, ce qui est beaucoup trop selon le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

À Longueuil, plus de 9000 ménages font face à cette situation.

La porte-parole Émilie Joly, explique que le logement social permet aux moins bien nantis, de vivre convenablement. Le montant du loyer est calculé en fonction du revenu.

00:00 00:00

Mme Joly estime que 5000 nouveaux logements par année répondraient à la demande.

Auteure: Katina Diep

Loge m’entraide marche pour les « mal-logés » du Québec



Une trentaine de personnes ont participé à une manifestation organisée par l'organisme Loge m'entraide lundi soir.

Cette marche fait partie d’une action du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) pour le droit au logement.

Pour l’occasion, une lanterne géante a illuminé la rue Racine dans l’arrondissement de Chicoutimi pour illustrer les problèmes de logements à Saguenay.

« On marche pour les “mal-logés” aujourd’hui. Il y a plus de 2900 ménages locataires qui consacrent 50 % et plus de leur revenu au logement. Ces ménages seraient éligibles pour avoir un logement social. Alors, les logements qui sont libres actuellement, soient qu’ils sont trop chers ou de mauvaise qualité. On a beau avoir un taux d’inoccupation élevé, ça ne règle pas le problème de la pauvreté, loin de là », explique la coordonnatrice de Loge M’entraide, Sonia Côté.

Plusieurs candidats représentant différents partis ont marché avec les militants de Loge m’entraide. Dans le cadre de la campagne électorale, 50 000 nouveaux logements sociaux sont réclamés au Québec, dont 900 dans la région.

ICI Saguenay–Lac-St-Jean

RADIO-CANADA

« On sait que les chefs de partis se sont tous engagés pour le logement social sauf la CAQ qui a dit qu’elle ne s’engageait pas pour de nouveaux logements sociaux. Le problème est que, si elle est élu au pouvoir, le projet de coop La Solidarité meurt de sa belle mort. Alors, c’est évident que, nous, on a écrit à M. Legault pour lui dire de s’engager pour faire des nouveaux logements sociaux parce qu’actuellement on ne peut pas accepter qu’un projet qu’on mène à bout de bras depuis 2015 meurt sous un gouvernement de la CAQ », ajoute Sonia Côté.

La coordonnatrice de Loge m’entraide est déçue qu’aucun élu de la Ville de Saguenay n’ait participé à l’activité.

Français



Les manifestants ont marché jusqu'à la Place du citoyen.
Photo : Radio-Canada / Jessica Blackburn

Une trentaine de personnes ont participé à la manifestation.
Photo: Radio-Canada / Jessica Blackburn

Publié le lundi 17 septembre 2018



leQuotidien

18 septembre 2018 / Mis à jour le 17 septembre 2018 à 23h55

Tous les partis politiques présents

MÉLYSSA GAGNON

Une trentaine de personnes ont répondu à l'appel de la coordonnatrice de l'organisme Loge m'entraide, Sonia Côté, lundi soir, en participant à une marche visant à mettre en lumière les problèmes de logement à Saguenay.

L'activité, qui se tenait en marge de la grande marche du FRAPRU, laquelle se déroule entre Québec et Ottawa depuis le 2 septembre, a été l'occasion d'allumer une lanterne géante réalisée par l'artiste Claude Majeau.

Des œuvres du genre ont été conçues pour d'autres villes du Québec. « Sur toutes les lanternes sont représentées l'isolement, la discrimination, les problèmes de santé, de vermines, des logements en mauvais état, des maisons-valises, des sacs de couchage démontrant la difficulté de conserver un logement de qualité quand on est pauvre », a déclaré l'artiste, qui a pris part à la marche.

Sonia Côté a pour sa part rappelé que plus de 450 000 ménages locataires au Québec consacrent plus de 30 pour cent de leur revenu pour se loger, dont environ 7500 à Saguenay et 1300 à Alma. « C'est intolérable que, pour se loger, ces ménages locataires doivent couper dans leurs autres besoins essentiels. Comment ne pas s'indigner devant leur misère humaine et économique vécue mois après mois, année après année parce qu'ils n'arrivent tout simplement pas à obtenir un logement social pour être logés dignement », a martelé la coordonnatrice, avant d'entonner des chansons dans un mégaphone.

Sonia Côté s'est réjouie de voir que tous les partis politiques actuellement en campagne électorale ont répondu présents. Sylvain Gaudreault et Marie-Annick Fortin du Parti québécois, Marie-Francine Bienvenue et Pierre Dostie de Québec Solidaire, Marie-Josée Morency du Parti libéral et Andrée Laforest de la Coalition avenir Québec ont tous marché la distance séparant le bureau de Loge m'entraide à la Place du Citoyen, sur la rue Racine. Sonia Côté a toutefois déploré l'absence de Josée Néron et d'autres membres du conseil municipal.



Une trentaine de personnes ont participé à une marche à la lanterne, lundi soir, afin de sensibiliser la population à l'importance d'offrir des logements de qualité aux locataires appauvris. L'activité était organisée par Loge m'entraide.

— PHOTOS LE QUOTIDIEN, MICHEL TREMBLAY

Une marche pour faire la lumière sur les problèmes de logement à Saguenay



Alors que depuis le 2 septembre, des militants parcourent les kilomètres séparant Ottawa et Québec avec la grande marche du FRAPRU « De villes en villages pour le droit au logement» pour réclamer des gouvernements fédéral et québécois des investissements suffisants en matière de logement social, une quarantaine de militants de Loge m'entraide ont tenu une marche parallèle vers 19h00 hier soir sur la rue Racine.

« La grande marche et celle de Saguenay a pour but de demander aux gouvernements fédéral et provincial la création de 50 000 nouveaux logements sociaux sur 5 ans au Québec, dont 900 à Saguenay et 180 au Lac-Saint-Jean afin de répondre au besoin urgent des mal-logés », a indiqué Sonia Côté, coordonnatrice de Loge m'entraide, lors de son discours.

Pour vivre décemment a-t-elle dit, on ne devrait pas dépasser 30 % de son revenu pour se loger. Pourtant, selon les données du recensement de 2016, 457 340 ménages locataires au Québec consacrent plus de 30 % de leur revenu pour se loger dont 7475 à Saguenay et 1310 à Alma.

« C'est intolérable que pour se loger, ces ménages locataires doivent couper dans leurs autres besoins essentiels. Comment ne pas s'indigner devant leur misère humaine et économique vécue mois après mois, année après année parce qu'ils n'arrivent tout simplement pas à obtenir un logement social pour être logés dignement? »

Lanterne géante

Pendant la marche, une lanterne géante s'est illuminée pour mettre en lumière, autrement que par des statistiques, les problèmes de logement vécus à Saguenay et les conséquences dans la vie des locataires.

À cet effet, 8 autres lanternes ont aussi été réalisées dans d'autres régions par l'artiste engagée Claude Majeau, présente aussi à cette marche.

« Sur toutes les lanternes sont représentés l'isolement, la discrimination, les problèmes de santé, des vermines, des logements en mauvais états, des maisons-valises, des sacs de couchage, démontrant la difficulté de conserver un logement quand on est pauvre. Sur la lanterne de Saguenay, on y voit aussi la colère et la tristesse que les locataires éprouvent liées à leur situation, la longue attente pour un logement social et le grand soulagement des locataires qui y habitent », a expliqué Mme Majeau.

Fait à noter, Loge m'entraide avait invité à la marche, tous les candidats à l'élection provinciale des comtés de Jonquière, Chicoutimi et Dubuc, a souligné Mme Côté.

« Pour cette élection provinciale, Loge m'entraide n'a pas demandé d'engagements aux candidats locaux. Nous les avons plutôt invités à venir marcher 10 minutes à nos côtés en signe de solidarité envers les mal-logés de leur comté, du Saguenay, du Lac-Saint-Jean et du Québec qui ont un urgent besoin d'un logement social pour vivre décemment. Leur participation à la marche a parlé bien plus fort qu'une promesse électorale. »

Les candidats présents à la marche étaient:

Comté Chicoutimi

Pierre Dostie, QS

Marie-Josée Morency,

PLQ Andrée Laforest, CAQ

Comté Dubuc

Marie Francine Bienvenue, QS

Marie-Annick Fortin, PQ

Comté Jonquière

Sylvain Gaudreault, PQ

18 septembre 2018

néomédia.com
Le Point.ca | Le Réveil.ca
Saguenay-Lac-St-Jean

Marche contre l'insalubrité de logements et pour une législation

La Presse Canadienne

Publié le 19 septembre 2018



Sur cette photo, un logement dans un immeuble insalubre.

EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Des groupes de défense des droits des locataires souhaitent que le prochain gouvernement du Québec fasse adopter par l'Assemblée nationale une législation qui protégera la santé et la sécurité des locataires.

Le porte-parole du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), Maxime Roy-Allard, déplore qu'encore trop de locataires vivent dans des conditions de logement inacceptables. Il cite des données d'il y a cinq ans de la Société d'habitation du Québec qui révélaient que près du tiers des ménages locataires des régions métropolitaines disaient vivre avec au moins un problème d'insalubrité.

M. Roy-Allard signale que de vivre dans un logement salubre ne devrait pas être un luxe, mais un droit. Il affirme qu'à peine une poignée de municipalités se sont dotées d'une réglementation sur la salubrité des logements.

Les militants du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec se joindront mercredi à la Marche De villes en villages pour le droit au logement, organisée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Cette marche en cours depuis plus de deux semaines vise à convaincre les autorités à rédiger un code du logement provincial.

Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU, met en garde un gouvernement qui voudrait combattre l'insalubrité des logements en ne misant que sur les programmes d'aide à la rénovation. Elle affirme que ces programmes peuvent avoir des effets pervers pour les locataires, comme des hausses de loyer abusives.

La Marche De villes en villages pour le droit au logement a débuté à Ottawa le 2 septembre et elle prendra fin à Québec le 29 septembre. Mercredi, elle s'arrêtera à Sorel-Tracy et se poursuivra de l'autre côté du fleuve Saint-Laurent, à Berthierville, après que les participants aient pris un traversier.

Journal Métro

19 septembre 2018

Marche pour dénoncer l'insalubrité de logements



SOREL-TRACY, Qc — Des groupes de défense des droits des locataires souhaitent que le prochain gouvernement du Québec fasse adopter par l'Assemblée nationale une législation qui protègera la santé et la sécurité des locataires.

Le porte-parole du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), Maxime Roy-Allard, déplore qu'encore trop de locataires vivent dans des conditions de logement inacceptables. Il cite des données d'il y a cinq ans de la Société d'habitation du Québec qui révélaient que près du tiers des ménages locataires des régions métropolitaines disaient vivre avec au moins un problème d'insalubrité.

M. Roy-Allard signale que de vivre dans un logement salubre ne devrait pas être un luxe, mais un droit. Il affirme qu'à peine une poignée de municipalités se sont dotées d'une règlementation sur la salubrité des logements.

Les militants du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec se joindront mercredi à la Marche De villes en villages pour le droit au logement organisée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Cette marche en cours depuis plus de deux semaines vise à convaincre les autorités à rédiger un code du logement provincial.

Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU, met en garde un gouvernement qui voudrait combattre l'insalubrité des logements en ne misant que sur les programmes d'aide à la rénovation. Elle affirme que ces programmes peuvent avoir des effets pervers pour les locataires, comme des hausses de loyer abusives.

La Marche De villes en villages pour le droit au logement a débuté à Ottawa le 2 septembre et elle prendra fin à Québec le 29 septembre. Mercredi, elle s'arrêtera à Sorel-Tracy et se poursuivra de l'autre côté du fleuve Saint-Laurent, à Berthierville, après que les participants aient pris un traversier.

L'Hebdo Journal
VOTRE MÉDIA D'ICI .com

Le jeudi 20 septembre 2018,

Une grande marche pour le droit au logement



La grande marche «De villes en villages pour le droit au logement» arrivera jeudi soir, à Maskinongé. Rappelons que le Comité logement Trois-Rivières est activement impliqué dans cet évènement.

La grande marche, organisée entre Ottawa et Québec et à laquelle participent chaque jour entre 30 et 100 personnes, vise à réclamer des engagements ambitieux de la part des gouvernements afin qu'ils mettent un terme aux graves problèmes de logement qui perdurent dans les différentes régions du Québec.

Les principaux enjeux logement qui seront abordés tout au long de la marche sont l'urgence de financer le développement de nouveaux logements sociaux, la reconnaissance du droit au logement, les besoins de développement du logement social, la protection des logements sociaux existants et la salubrité.

S'ajoutent également la discrimination dans l'accès au logement et des journées thématiques de mobilisation, organisées en collaboration avec le FRAPRU et des organisations alliées ont lieu au cours de la marche afin de mettre en lumière des réalités particulières.

En Mauricie, les problèmes de logement rencontrés par les femmes, les besoins des personnes aînées et la nécessité de lutter contre la pauvreté pour diminuer les problèmes de logement seront abordés au cours de trois journées successives, soit les 21,22 et 23 septembre.

Le 24 septembre, la marche partira de Champlain et s'arrêtera à Batiscan, pour ensuite se terminer à Sainte-Anne-de-la-Pérade.

Horaire des 21, 22 et 23 septembre :

21 septembre: journée thématique «Femmes et logement»

- 9h15 : Départ de Maskinongé
- 11h30 : Arrivée, rassemblement et activités à Louiseville
- 13h : Conférence de presse pour la Journée thématique Femmes et logement. Y prendront part des porte-paroles du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), de l'R des centres de Femmes, du RQCALACS, du Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec, du Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale (RMFVVC), de la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie et du Centre d'éducation et d'action des femmes (CÉAF) au nom de la campagne nationale sur les violences sexuelles faites aux femmes locataires. La conférence se tiendra derrière le centre communautaire de Louiseville.
- 16h45 : arrivée au presbytère de Yamachiche .

22 septembre: Journée thématique «Personnes aînées et logement»

- 8h15 : Départ de Yamachiche
- 12h45: Départ de la Halte-routière de Pointe-du-Lac
- 16h : Arrivée au Parc Laviolette. Point de presse du FRAPRU avec l'AQDR de Trois-Rivières et le Comité logement Trois-Rivières
- 17h45 : Arrivée au Parc Champlain, à Trois-Rivières
- 19h: Montage d'une grande lanterne portant les paroles et les dessins de personnes mal-logées de Trois-Rivières et départ vers COMSEP pour une marche aux lanternes dans le cadre du projet d'art créatif *Lumières sur le droit au logement.*

23 septembre: Journée thématique sur le droit à un revenu suffisant

- 9h30 : Rassemblement dans la cour extérieure de Comsep (1060 Rue Saint François Xavier), discours.
- Point de presse, auquel prendront notamment part Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU, Diane Vermette, coordonnatrice du Comité logement Trois-Rivières et présidente du ROÉPAM. SylvieTardif, coordonnatrice de Compsep, et Virginie Larivière, porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté. Des personnes en situation de pauvreté offriront également leur témoignage. Le point de presse aura lieu dans la cour extérieure de Comsep, mais sera déplacé à l'intérieur des locaux de l'organisme en cas de pluie ou de mauvais temps (entrée par l'arrière).
- 10h15 : Départ vers Champlain.

20 SEPTEMBRE 2018

REVENDICATIONS POUR LE DROIT AU LOGEMENT

Les organismes sorelois veulent convaincre les gouvernements de l'urgence d'agir

Par: Julie Lambert



Plus d'une soixantaine de personnes étaient au carré Royal de Sorel-Tracy pour revendiquer de meilleures conditions pour les locataires de la région. (Photo : Julie Lambert)

Une soixantaine de personnes était réunies au carré Royal de Sorel-Tracy, le 19 septembre, afin de réclamer des engagements des gouvernements afin de mettre un terme aux problèmes de logements. Les organismes de la région souhaitent l'implantation d'un code du logement provincial afin d'améliorer la situation.

Environ 200 marcheurs se relient depuis le 2 septembre dans une grande marche intitulée *De villes en villages pour le droit au logement* et lancée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

Cette marche a débuté à Ottawa et s'est arrêtée à mi-parcours à Sorel-Tracy pour se diriger vers Québec. Véronique Laflamme du FRAPRU soulignait que cette marche historique visait à revendiquer le droit au logement des citoyens.

« Nous voulions mettre en lumière les réalités particulières dans chaque région. Malheureusement, en 2018, ce droit-là n'est pas une réalité pour bien des locataires. Juste à Sorel-Tracy, on parle de plus de 1 115 ménages locataires qui ont un besoin impérieux de logements parce que leur logement est trop cher, en mauvais état ou trop petit », déplore-t-elle.

Elle pense que les chiffres, soit 244 000 ménages locataires au Québec, sont très gros et qu'ils démontrent l'ampleur de la situation. Malgré la répétition des statistiques d'année en année aux différents paliers gouvernementaux, les organismes trouvent qu'il n'y a rien qui bouge et que les logements sur le marché privé sont souvent trop chers pour le revenu des gens.

« Le revenu des locataires, qui paient plus que la moitié de leur revenu pour se loger, est de moins de 11 000$. Si on fait le calcul avec le prix d'un logement privé sur le marché, les gens mettent plus que 50% de leurs revenus à se loger et dans bien des cas, 75% ou 80% pour se loger. Cela se fait au détriment de leurs autres besoins essentiels pour leur santé et leur bien-être. C'est pourquoi on trouve qu'il y a une urgence d'agir », affirme Véronique Laflamme.

Des revendications claires

Plusieurs organismes locaux ont participé à l'organisation du rassemblement à Sorel-Tracy, dont Action logement Pierre-De Saurel et le Regroupement de ressources techniques en habitation (GRTH) de Sorel-Tracy.

Ils revendiquent entre autres la création d'au moins 5 000 nouveaux logements communautaires par année, la réforme du programme d'AccèsLogis Québec, l'investissement de 30 M$ par année dans le soutien communautaire en logement social ainsi que l'augmentation du soutien financier au réseau des GRTH.

La directrice générale du GRTH de Sorel-Tracy, Claude Daigle, était contente de l'initiative qui, espère-t-elle, va avoir de l'impact. « On aide actuellement des gens qui n'ont pas d'argent avec pas d'argent. On serait beaucoup plus efficace si on était capable d'avoir un financement adéquat. Dans notre milieu de travail, les gens nous racontent leurs histoires. Quand on a fait le projet des Habitations Saint-Maxime, on avait des gens qui restaient dans un 4 et demi avec 4 enfants, à 650$. Il ne leur restait même pas suffisamment pour payer l'épicerie pour le reste du mois », a-t-elle réagi.

L'intervenant communautaire d'Action Logement Pierre-De Saurel, Dominic Gosselin, ne compte plus le nombre d'histoires d'horreur qui arrivent chaque semaine sur sa table. En à peine trois semaines depuis la réouverture de l'organisme fermé l'été faute de moyens financiers, il a traité un cas d'insalubrité morbide, un autre de punaises de lit au centre-ville, des réparations urgentes jamais réalisées et même un propriétaire qui a coupé le courant à une mère de quatre enfants en retard de paiements.

« Dans une année, on pourrait rencontrer entre 100 et 200 personnes facilement, mais on ne peut pas. La mère venait d'acheter de la nourriture pour le mois avec ses allocations et elle a tout perdu. Ce sont des choses que nous vivons au quotidien, c'est plate et on doit constamment se battre pour ça. Malgré des événements comme celui-ci, il y a encore de gens qui doivent retourner dans leur *c**** de logement insalubre et ça, il y en a trop ici », a vivement dénoncé Dominic Gosselin.



Extrait de publication Facebook, le lien vers l'article étant corrompu.

D'une capitale à l'autre pour le droit au logement

Pier-Olivier Gagnon
pogagnon@lechodemaskinonge.com

L'Hebdo Journal & L'Écho de Maskinongé

Le lundi 24 septembre 2018, 6h50 *Le vendredi 21 septembre 2018, 15h19*



Crédit photo : Photo Pier-Olivier Gagnon

LOUISEVILLE. La grande marche du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) partie d'Ottawa le 2 septembre, sous le thème *De villes en villages pour le droit au logement*, a fait un arrêt à Louiseville, vendredi, à la Place Canadel.

Le FRAPRU, la Fédération des femmes du Québec, l'R des centres de Femmes du Québec, le Regroupement québécois des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, le Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec, le Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, le Centre d'éducation et d'action des femmes et la Table de concertation des femmes de la Mauricie se sont réunis afin de mettre en lumière les dénis du droit au logement vécus par les femmes, à l'occasion d'une journée thématique. Le regroupement, leurs membres, les marcheurs et les marcheuses sont ainsi plus d'une centaine de personnes à marcher chaque jour, sur une période de 28 jours, pour revendiquer que les gouvernements du Québec et d'Ottawa doivent investir dans le logement social à la hauteur des besoins criants, notamment pour les femmes, plus nombreuses à y avoir recours. «On demande des engagements ambitieux pour mettre fin aux nombreux problèmes. Ici, en Mauricie, 6 440 ménages locataires ont des besoins urgents en matière de logement. Ces personnes-là paient trop cher, elles vivent dans un logement trop petit ou en mauvais état. À la grandeur du Québec, on parle de plus de 240 000 locataires qui se retrouvent dans l'une ou l'autre de ces situations. On veut mettre l'emphase sur l'urgence d'agir et sur l'insuffisance des mesures actuelles», Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU.

«C'est une marche pour le droit au logement, mais on met en lumière tout au long de la marche des personnes pour qui le droit au logement est particulièrement bafoué. C'est le cas des femmes qui sont plus pauvres que les hommes, qu'elles soient locataires ou propriétaires. Il y a des écarts importants de revenus chez les femmes locataires, ce qui explique qu'elles sont plus nombreuses à vivre des problèmes de logement. Aujourd'hui particulièrement, on met l'accent sur les femmes qui sont victimes de violence conjugale», ajoute Mme Laflamme.

Cette marche de 550 km qualifiée d'historique par les organisateurs doit prendre fin à Québec le 29 septembre prochain. Des arrêts sont prévus à Yamachiche, Trois-Rivières et Bastiscan, notamment. Le FRAPRU estime que cette marche représente une bonne façon de se faire entendre. «Les marcheurs et marcheuses qui sont avec nous depuis le début, soit entre 30 et 100 personnes par jour, nous disent que cette mobilisation trouve un écho particulier au sein de la population. Les gens s'informent de

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain demande aux gouvernements des investissements suffisants pour réaliser 50 000 nouveaux logements sociaux sur une période de cinq ans au Québec.



Le vendredi 21 septembre 2018,

21 septembre 2018 / Mis à jour à 15h48

La grande marche passe dans la région



BRIGITTE TRAHAN
Le Nouvelliste

Louiseville — Une cinquantaine de personnes en provenance de huit regroupements sont parties de Maskinongé, vendredi matin pour se rendre, parfois sous une pluie battante, au presbytère de Yamachiche vers 16 h 45.

Ce groupe fait partie de la grande marche de 500 kilomètres organisée par le FRAPRU pour le droit au logement qui est partie d'Ottawa, le 2 septembre. Yamachiche représentait le 380e kilomètre franchi.

Samedi matin, la marche De Ville en villages pour le droit au logement se mettra en direction de Trois-Rivières où les participants feront une halte au parc Champlain.

À 19 h, les manifestants et manifestantes monteront une grande lanterne sur laquelle figureront les paroles et les dessins de personnes mal logées de Trois-Rivières.

Une marche à la lanterne les mènera ensuite vers l'organisme COMSEP.

Trois-Rivières
leNouvelliste

«L'an passé, au Québec, il s'est développé 700 logements hors marché privé pour répondre aux besoins des gens qui actuellement paient beaucoup top cher pour se loger et qui vivent quotidiennement avec des problèmes de logement», dit-elle en précisant que ces personnes «doivent attendre des années pour espérer améliorer leurs conditions».

Le FRAPRU a multiplié les actions de sensibilisation, au cours des dernières années, rappelle Mme Laflamme, sans arriver à changer la situation.

«Ça ne bouge pas. Cette marche-là est vraiment ambitieuse, même, je dirais une marche historique pour le mouvement pour le droit au logement et c'est pour obtenir des engagements qu'on fait ça», dit-elle.

Tout au long de la marche, des journées thématiques sont organisées. La Mauricie, est la région où il y en aura eu le plus.

Il sera question des aînés, samedi et de pauvreté dimanche, des thèmes qui seront toujours en lien avec le droit au logement.

Vendredi, le thème portait sur les femmes et le logement. Sept autres regroupements nationaux étaient impliqués dans cette journée thématique. Outre le FRAPRU, on parle de la Fédération des femmes du Québec, de l'R des centres de femmes, du Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RQCALACS) du Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec, du Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, du Centre d'éducation et d'action des femmes et de la Table de concertation des femmes de la Mauricie.

Mme Laflamme indique que les femmes locataires ont des revenus plus bas et «les femmes sont plus nombreuses que les hommes à être locataires», dit-elle. «On parle de 54 % en Mauricie.»

Vendredi midi, le maire de Louiseville, Yvon Deshaies, a offert de la galette de sarrasin aux marcheurs et marcheuses.

Les manifestants sensibilisent la population partout où ils passent.

leNouvelliste

21 septembre 2018

Contre la violence sous toutes ses formes

Ce vendredi 21 septembre marque la Journée d'action contre la violence faite aux femmes. Ce n'est pas parce que le Québec est en campagne électorale que cette journée doit passer au second plan. Et la nature de ce problème de société de même que sa gravité, nous impose, il me semble, d'éviter de faire de la surenchère politique à ce sujet.

Il faut d'ailleurs saluer le consensus des principales formations politiques pour se donner les moyens d'en finir un jour face à ce fléau qui frappe tant de femmes au Québec comme ailleurs dans le monde.

Il n'en demeure pas moins que l'ampleur et la résonnance qu'a eu le mouvement #MoiAussi (#metoo) dans le monde, mais aussi au Québec, témoigne d'ailleurs de l'ampleur du problème de la violence à caractère sexuel auquel sont confrontées de trop nombreuses femmes.

Cela ne doit pas nous faire oublier cependant qu'il existe une autre forme de violence, plus insidieuse celle-ci, dont les femmes sont principalement victimes et cette la violence, c'est celle de la pauvreté. Au moment même où la Marche de villes en villages pour le droit au logement, organisée par le FRAPRU, traverse notre région, il faut rappeler que les femmes locataires sont les premières victimes d'un coût de loyer trop onéreux par rapport à leurs moyens mettant, dès lors, en péril la satisfaction de leurs autres besoins de base.

Débourser plus de 30 % de ses revenus pour se loger constitue un indice indéniable d'une situation économique des plus précaires. Or à cet égard, les chiffres sont éloquents en ce qui concerne les trois principales villes de notre région. À Trois-Rivières c'est pas moins de 41 % des femmes locataires qui paient plus de 30 %. Shawinigan enregistre un taux de 39 % alors que La Tuque ferme la marche avec un pourcentage de 28 %. Ces statistiques témoignent bien du chemin qu'il nous reste à faire en matière de lutte à la pauvreté des femmes.

Profitons de cette journée du 21 septembre pour saluer le travail du Mouvement des Femmes tels, CALACS, Centres des femmes, Maisons d'Hébergement, Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie, pour l'incessant travail qu'elles accomplissent afin contrer la violence faite aux femmes et leur apporter secours et réconfort. Profitons-en aussi pour souligner la contribution du Comité logement Trois-Rivières qui, à sa façon, participe au quotidien à la lutte contre la violence faite aux femmes en défendant leur droit à un logement abordable et en bon état et en réclamant, comme le rappelle la grande Marche en cours, une hausse significative des investissements dans le domaine du logement social.

France Cormier

Co-porte-parole

Québec solidaire Mauricie

Contre la violence contre toutes ses formes - Le Nouvelliste (fin)

En Beauce .com
Actualités / Élections Québec 2018


François Décary, le directeur de l'Association coopérative d'économie familiale Appalaches-Beauce-Etchemins (ACEF-ABE). - Photo: Courtoisie

22 septembre 2018 - 13:23

L'ACEF-ABE exige un code du logement au Québec

Le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), dont l'ACEF-ABE est membre, joint la Marche de villes en villages pour le droit au logement organisée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) pour réclamer un code du logement provincial. Afin de lutter efficacement contre les conditions insalubres des logements, les deux regroupements et leurs membres pressent le prochain gouvernement à doter la province d'une législation qui protègera la santé et la sécurité des locataires.

« Encore trop de locataires vivent dans des conditions de logement inacceptables. Vivre dans un logement salubre ne devrait pas être un luxe, mais un droit », affirme le porte-parole du RCLALQ, Maxime Roy-Allard.

À ce jour au Québec, seule une poignée de municipalités sont dotées d'une règlementation sur la salubrité des logements. Alors que les marcheurs et marcheuses partis d'Ottawa le 2 septembre ont parcouru la moitié de leur itinéraire en direction de Québec, la grande marche De villes en villages pour le droit au logement s'est arrêtée à Sorel-Tracy. La marche, à laquelle ont participé à relai plus de 200 personnes différentes, dont une vingtaine effectuent l'entièreté des 550 km, visait à réclamer des engagements ambitieux de la part des gouvernements afin qu'ils mettent un terme aux graves problèmes de logement qui perdurent dans les différentes régions du Québec.

Le directeur de l'ACEF-ABE, François Décary, était présent lors de cet arrêt pour décrire le travail que fait l'ACEF-ABE auprès des maires des grandes municipalités et des MRC. Il y a expliqué pourquoi notamment les villes de Thetford Mines et Saint-Georges devraient se doter de code de logement.

« C'est une solution pragmatique proposée ici. L'état de certains logements dans la régions affectent directement la qualité de vie et la santé des citoyens, il faut changer cela pour le bien des locataires, mais aussi pour la revitalisation de nos milieux », selon Décary.

La marche pour plus de logements sociaux passe en Mauricie

Une cinquantaine de marcheurs qui militent pour le droit au logement continuent de parcourir les routes de la Mauricie, d'ouest en est du 22 au 23 septembre.



Une cinquantaine de marcheurs qui militent pour le droit au logement continuent de parcourir cette fin de semaine les routes de la Mauricie, d'Ouest en Est. Photo: Radio-Canada

ICI Mauricie et Centre du Québec

Radio-canada

Publié le dimanche 23 septembre 2018

Ils militent, avec le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), pour des logements plus abordables.

Ils sont partis d'Ottawa le 2 septembre dernier et se dirigent vers Québec.

Ils partaient samedi de Yamachiche pour se rendre à Trois-Rivières en fin de journée, un trajet de près de 30 kilomètres, par la route 138.

Sur son parcours, le groupe de marcheurs est bien accueilli, selon la porte-parole du FRAPRU.

« On sent beaucoup la solidarité des gens de la région. Les gens klaxonnent. Les gens sortent de chez eux pour applaudir les marcheurs. Donc, vraiment, en Mauricie, comme ailleurs, on sent que les gens veulent plus de logements sociaux », affirme la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme.

Selon le FRAPRU, plus de 3500 ménages locataires de la région métropolitaine de Trois-Rivières consacrent plus de 50 % de leurs revenus pour payer leur appartement.

Selon les informations de Sarah Désilets-Rousseau

Des organismes de la Mauricie se sont greffés à eux, cette fin de semaine, notamment des groupes de femmes et des associations de personnes retraitées, qui souhaitent mettre en lumière les difficultés en matière de logement.

Les partis politiques sommés de s'engager à lutter contre la pauvreté

L'AVANTAGE votre journal



©Gracieuseté - L'Avantage Rimouski
Guy Labonté, à Trois-Rivières, aux côtés de Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU et de membres d'autres comités logement.

23 septembre 2018

Alors que la grande marche *De villes en villages pour le droit au logement* organisée par le FRAPRU a franchi son 400e km, samedi, elle a poursuivi sa traversée de Trois-Rivières ce dimanche.

Des membres de différentes régions du Collectif pour un Québec sans pauvreté, du Front commun des personnes assistées sociales du Québec et d'autres organisations de la Mauricie se sont donné rendez-vous à Trois-Rivières pour partager un bout de route avec les marcheuses et les marcheurs du FRAPRU pour une journée de marche liant le droit au logement à celui à un revenu suffisant.

Guy Labonté, coordonnateur du Comité logement Rimouski-Neigette, impliqué depuis 20 ans dans le Regroupement contre l'appauvrissement, qui marche depuis Contrecoeur vers Québec trouve essentielle cette journée consacrée à la lutte à la pauvreté alors que la campagne électorale bat son plein. « Selon les données du dernier recensement, 1200 ménages locataires de Rimouski consacrent plus de la moitié de leur revenu au loyer et le revenu médian de ces ménages et de moins de 12 000$ », explique Guy Labonté. « Ce sont des gens qui devraient avoir accès dès maintenant à un logement adéquat, à un coût qu'ils peuvent payer sans se ruiner, mais il n'y en a pas », s'indigne-t-il.

Si l'insuffisance des revenus à la retraite contribue à maintenir les personnes aînées et retraitées dans la pauvreté, l'insuffisance de l'aide sociale et du salaire minimum contribuent au problème de capacité de paiement d'un nombre important de ménages locataires », explique Véronique Laflamme, la porte-parole du FRAPRU. La prestation de base à l'aide sociale est de 648 $ par mois. Elle peut monter à 698 $ pour les personnes seules qui ne reçoivent aucune forme d'aide au logement. « Quand on connait le coût des loyers, l'insuffisance de la prestation pour répondre à ses autres besoins essentiels devient particulièrement flagrante », souligne Guy Labonté.

« Le salaire minimum actuel, à 12 $ l'heure, ne permet pas non plus de sortir de la pauvreté, même en travaillant à temps plein, ajoute Virginie Larivière, porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté, dont est membre le regroupement contre l'appauvrissement de Rimouski-Neigette. Une fois le loyer payé, il ne reste pas grand-chose pour répondre à ses autres besoins de base tels que se loger, se nourrir, se vêtir et se déplacer. Pour sortir de la pauvreté en travaillant à temps plein, une personne a besoin d'au moins 15 $ l'heure ».

Les organismes rappellent qu'en ratifiant le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), le Québec et le Canada ont reconnu « le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence ». Ils ont aussi reconnu le droit à la sécurité sociale. La réalisation du droit au logement est intimement liée à la réalisation de ces autres droits, rappellent les organisations.

Le FRAPRU, le Collectif pour un Québec sans pauvreté et le Front commun des personnes assistées sociales du Québec unissent donc leurs voix pour demander aux partis aspirant à prendre le pouvoir de prendre des engagements plus ambitieux pour lutter à la pauvreté. En plus de 50 000 logements sociaux en 5 ans, les trois organisations demandent l'augmentation des prestations d'aide sociale et la hausse du salaire minimum à 15 $ l'heure! « Le Québec a les moyens de faire plus pour la justice sociale : non seulement Québec engrange des surplus budgétaires importants, mais plusieurs milliards de dollars supplémentaires pourraient être rapatriés dans les coffres de l'État en revoyant la fiscalité » conclue Véronique Laflamme.

Les marcheurs et marcheuses entreprennent leur dernière semaine de marche et quitteront Trois-Rivières en direction de Champlain. Ils et elles arriveront à Québec le 29 septembre où se tiendra une grande manifestation de clôture. Parmi eux et elles, en plus de Guy Labonté qui marche depuis le 17 septembre, une résidente de Kamouraska qui aura parcouru l'entièreté des 550 km.

leNouvelliste
Le mercredi 19 décembre



24 septembre 2018 / Mis à jour le 23 septembre 2018 à 22h48

Trois organismes interpellent le provincial

CATHERINE BERGERON

TROIS-RIVIÈRES — «Il faut donner un grand coup et régler les problèmes. Pour faire réellement une différence, nous avons besoin de 50 000 logements sociaux en 5 ans et une hausse du salaire minimum à 15 $ de l'heure», s'est exclamée Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU.

À une semaine des élections provinciales, le FRAPRU, le Collectif pour un Québec sans pauvreté et le Front commun des personnes assistées sociales du Québec unissent leurs voix pour demander aux partis qui aspirent à prendre le pouvoir de prendre des engagements ambitieux pour lutter contre la pauvreté. «Actuellement, les mesures en place sont comme une goutte d'eau dans l'océan. En plus, ce n'est pas parce que nous n'avons pas les moyens en tant que société, ce sont des choix politiques que nous faisons. Nous avons les moyens de venir en aide à ces gens», estime Diane Vermette du Comité logement Trois-Rivières.

Dimanche, la grande marche pour le droit au logement organisée par le FRAPRU s'est arrêtée à Trois-Rivières. Les marcheurs ont quitté Ottawa le 2 septembre dernier et compléteront leur périple de 550 km cette semaine lors de leur arrivée à Québec. Leur objectif est d'attirer l'attention des politiciens et leur rappeler la réalité quotidienne que vivent une bonne partie des électeurs.

«La région métropolitaine de Trois-Rivières présente un revenu médian des ménages-locataires parmi les plus bas au Québec. Selon les données du dernier recensement, 3235 ménages-locataires consacrent plus de 50 % de leur revenu en loyer et ce revenu médian n'est que de 10 411 $ par année», affirme Mme Vermette. Elle ajoute que c'est le comté de Maskinongé qui est le plus touché en terme de pauvreté et c'est également l'endroit qui affiche un taux d'analphabètes le plus élevé.



Devant près d'une centaine de personnes, Raymonde a expliqué ce que cela a changé pour elle d'avoir accès à un logement social.

— ISABELLE LEVESQUE

Mme Vermette soutient que normalement, le coût du loyer ne devrait pas excéder plus de 30 % du revenu. «Il n'y a plus aucune construction de loyer à prix modiques (HLM) depuis 1994. Nous avons besoin de plus de logements sociaux hors du marché privé pour aider les gens. Les listes d'attente sont trop longues. Ça prend des années avant d'avoir une place et parfois, les familles qui auraient pu s'en sortir avec un coup de main se sont enfoncées pendant cette période d'attente», précise-t-elle.

Un logement social, ça change quoi?

Il y a dix ans, Raymonde a finalement eu accès à un logement social après quelques années d'attente et d'essoufflement financier. Dimanche, devant près d'une centaine de personnes, elle a expliqué ce que cela a changé pour elle. «Avoir la chance d'habiter dans une coopérative d'habitation m'a permis d'avoir des sous pour mieux manger, m'acheter un peu de vêtements et mettre quelques dollars de côté, pour mes vieux jours. Pas beaucoup, mais un peu», dit-elle fièrement juste avant de renchérir: «Je peux aussi gâter mon petit fils en l'invitant deux à trois fois par année à jouer un mini-golf avec moi. Ça le rend vraiment heureux!», s'est exclamée Raymonde, la voix empreinte d'émotion et de reconnaissance.

Le plein emploi?

Alors que le Parti libéral affirme que la Mauricie se porte bien et affiche un taux d'assurance emploi bas, les trois organismes sont d'un autre avis. «Des emplois, mais à quel salaire?», questionnent les organismes. En effet, les trois organismes estiment que les grands oubliés, ce sont les travailleurs qui œuvrent au salaire minimum. «Le travail ne tient pas sa promesse de sortir les gens de la pauvreté. Au salaire minimum, ce n'est pas facile d'arriver et nous avons plusieurs personnes qui travaillent et qui malgré tout, ont besoin des banques alimentaires pour nourrir leur famille», raconte Virginie Larivière, porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté. C'est pourquoi les trois organismes militent pour une hausse du salaire minimum à 15 $ de l'heure.

Les trois organismes réclament également une hausse des prestations de l'aide sociale. «Lorsque nous connaissons les coûts des loyers, l'insuffisance de la prestation pour répondre aux autres besoins essentiels que de se loger devient particulièrement flagrante», a souligné Marie-Josée Tardif, coordonnatrice adjointe chez COMSEP.

Une affirmation incendiaire

Le 20 septembre dernier, Philippe Couillard, le premier ministre libéral sortant, avait soutenu en entrevue sur les ondes d'Énergie 94,3 qu'il était possible de nourrir une famille avec 75 $ par semaine. Une information qui a littéralement enflammé les réseaux sociaux et qui a choqué les trois organismes présents dimanche. «Il ne doit pas faire son épicerie ce premier ministre! Permettez-moi de dire que nous sommes en colère», a lancé Mme Tardif. «Est-ce qu'éplucher les circulaires et les spéciaux est un plan de lutte à la pauvreté? Non!», s'est enflammée Virginie Larivière.

Dimanche, les marcheurs ont quitté Trois-Rivières en direction du comté de Champlain. Ils arriveront à Québec le 29 septembre où se tiendra une manifestation de clôture. «Là, nous marchons, mais nous ne lâcherons pas le morceau», a terminé Mme Tardif avant de prendre part à la marche.

Les nouveaux espaces convoités de la métropole

LE DEVOIR



Photo: iStock Montréal fait face à des problèmes criants concernant l'accès au logement abordable de ses habitants les plus vulnérables, selon les auteures.

Une semaine après la manifestation « Ni condos ni frontières. Un logement pour tous et pour toutes » organisée à l'occasion du passage de la Marche de villes en villages pour le droit au logement du FRAPRU, la question du droit au logement semble particulièrement d'actualité à Montréal, ainsi que dans la plupart des autres villes québécoises, et devrait nécessairement constituer un enjeu majeur de la campagne électorale provinciale.

Montréal, métropole atypique au sein des villes nord-américaines pour sa très forte proportion de ménages locataires, fait face néanmoins à des problèmes criants concernant l'accès au logement abordable de ses habitants les plus vulnérables. En effet, la métropole n'échappe pas aux processus de gentrification et d'élitisation de ses quartiers centraux, et il semble que ce phénomène s'étende aujourd'hui aux arrondissements péricentraux de la municipalité.

Ces quartiers autrefois peu connectés, voire enclavés, deviennent, avec la métropolisation, des espaces convoités. Cette nouvelle situation au sein de la métropole pousse les pouvoirs publics et les promoteurs immobiliers à tirer parti de ces espaces longtemps négligés par les décideurs. Depuis une quinzaine d'années, ces quartiers péricentraux deviennent les lieux de développement de grands projets urbains, comme le technopôle Angus dans Rosemont, le campus MIL de l'Université de Montréal à Parc-Extension ou encore le parc Frédéric-Back et la Cité des arts du cirque à Saint-Michel.

24 septembre 2018

LIBRE OPINION

Libre opinion

Sous couvert d'initiatives pour développer la ville créative et intelligente, ces nouveaux aménagements modifient les dynamiques de ces quartiers. Ces derniers sont de plus en plus vantés par les agents immobiliers et de plus en plus recherchés par les étudiants et les jeunes professionnels. Ces derniers participent à repousser les limites de la gentrification dans des quartiers où les comités logement ne cessent de condamner l'augmentation des expulsions et la permanence des problèmes d'insalubrité. Plus spécifiquement, ces dynamiques modifient le caractère transitoire de ces quartiers, longtemps considérés comme des espaces d'accueil ou d'insertion par les nouveaux arrivants. Ainsi, alors que la ville de Montréal se targue de sa diversité ethnique et culturelle, force est de constater que, dans des quartiers comme Parc Extension, Côte-des-Neiges et Saint-Michel, il devient de plus en plus difficile pour les familles issues de l'immigration de se loger à des prix abordables et de trouver des logements convenables. La transformation socio-économique de ces espaces s'accompagne d'un accroissement des inégalités et des discriminations en matière d'accès au logement.

Changements urbains

Depuis deux ans, nos recherches menées à Parc-Extension ont démontré ces transformations en cours. Entre 2006 et 2016, le taux de personnes titulaires d'un diplôme de baccalauréat dans le quartier est passé de 15 % à 21 %, tandis que le taux de ménage ayant des revenus de 80 000 $ et plus par année est passé de 4,6 % à 16,5 %. À proximité des principales artères et des stations de métro, de nouveaux projets d'immeubles résidentiels en copropriété voient le jour, à l'image du projet controversé de la Plaza Hutchison. Par ailleurs, la construction du Campus MIL accélère une « revitalisation » ciblée touchant seulement certaines parties du quartier. Tout d'abord, le désenclavement annoncé du quartier n'est que relatif, car le campus MIL semble plus tourné vers Outremont

et le secteur Marconi-Alexandra (Mile-Ex) que vers Parc-Extension. De plus, on observe que le problème de dégradation des logements dans le quartier n'est pas réglé, mais se concentre dans certaines poches de pauvreté.

Ces changements urbains ont des conséquences sur les habitants du quartier, des familles nombreuses, travailleurs pauvres et, pour une grande majorité, immigrants au Canada. Si le quartier semblait abordable jusqu'alors, les prix s'envolent depuis quelques mois et il devient de plus en plus difficile de s'y projeter à long terme. En 2016, plus de 40 % des locataires dépensaient 30 % ou plus de leurs revenus dans leur loyer et en octobre 2017, près de 830 ménages étaient sur la liste d'attente des logements sociaux. Le comité logement du quartier, le Comité d'Action de Parc-Extension, accueille de plus en plus de personnes vivant des situations d'expulsion.

À partir de cet exemple de Parc-Extension, on s'inquiète du devenir des quartiers péricentraux qui, bien qu'enclavés, étaient encore les garants d'un certain droit à la ville et à la centralité pour les nouveaux arrivants et les ménages les plus modestes de la métropole. Devant la pénurie d'actions de la part des gouvernements municipaux et provinciaux, les organismes communautaires se sentent de plus en plus démunis face à la gentrification. Ainsi, il semble urgent de défendre la création de logement social et abordable et de protéger le parc locatif dans ces quartiers péricentraux, qui participent à l'intégration des ménages immigrants et favorisent leur mobilité sociale.

Chloé Reiser et Violaine Jolivet

Respectivement doctorante en géographie à l'Université de Montréal et professeure adjointe en géographie urbaine et sociale à l'Université de Montréal. Les deux auteures sont membres du Collectif de recherche et d'action sur l'habitat (CRACH).

COURRIER DE PORTNEUF

La marche pour le droit au logement traverse Portneuf

Alain Turgeon
alain.turgeon@courrierdeportneuf.com



Le mardi 25 septembre 2018, 0h00

La grande marche «De villes en villages pour le droit au logement» traversera Portneuf cette semaine, à 500 kilomètres de son point de départ.



Les marcheurs du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) partis d'Ottawa le 2 septembre vers Québec arriveront aujourd'hui à Deschambault-Grondines. Ils marcheront jusqu'à Cap-Santé le 26 septembre et se rendront à Neuville le 27 septembre.

Les marcheurs veulent mettre en lumière les conséquences des graves problèmes de logement et réclament des engagements du gouvernement fédéral et des partis en campagne électorale. De villes en villages revendique 50 000 nouveaux logements sociaux, sous forme de coopératives, d'organismes sans but lucratifs et d'HLM en cinq ans.

Selon le regroupement national, sans le programme AccèsLogis, les projets de coopératives de solidarité et d'OSBL d'habitation qui ont vu le jour à Portneuf, Saint-Ubalde, Saint-Casimir et Lac-aux-Sables n'auraient pas pu voir le jour.

La porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme, rappelle dans un communiqué que ce programme est sous-financé. Le FRAPRU interpelle les partis en élections pour qu'il soit amélioré et bonifié. Sans de nouveaux investissements des projets en développement comme celui pour aînés de Saint-Raymond ne pourraient voir le jour. Même si elle juge insuffisants les engagements pris par le Parti libéral et le Parti québécois, elle s'inquiète que la Coalition Avenir Québec soit la seule formation à n'avoir pris aucun engagement à poursuivre ce programme au-delà des investissements déjà prévus par le gouvernement sortant.

Le FRAPRU se mobilise également pour que plus de logements accessibles et adaptés, rares dans la MRC, voient le jour pour améliorer les conditions de vie des personnes vivant avec un handicap.

Selon Véronique Laflamme, les demandes sont ambitieuses, mais les planètes sont alignées. «Le fédéral annonce des investissements dans le logement comme on n'en a pas vu depuis plus d'une décennie, Québec engrange des surplus budgétaires importants et pourraient aller chercher plusieurs milliards de dollars supplémentaires en revoyant la fiscalité. Il ne manque que la volonté politique », a-t-elle conclu.

L'ACTION d'Autray

26 septembre 2018

Une marche pour revendiquer un code du logement provincial

Des groupes considèrent que c'est urgent

Pierre Bellemare



©gracieuseté - L'Action d'Autray
En provenance du traversier, les marcheurs ont fait route vers Berthierville.

COMMUNAUTÉ. Partis d'Ottawa et en route vers Québec, des marcheurs de quatre groupes réclament un code du logement provincial.

Action-Logement Lanaudière est de la marche «De villes en villages pour le droit au logement», organisé par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), qui s'est arrêtée à Berthierville, la semaine dernière. Le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (R.C.L.A.L.Q.) et le GALOP sont les deux autres groupes impliqués.

Un droit

Afin de lutter contre les conditions insalubres de logement, ces groupes pressent le prochain gouvernement de doter la province d'une législation qui protégera la santé et la sécurité des locataires.

«Encore trop de locataires vivent dans des conditions de logement inacceptables. Selon des données de la Société d'habitation du Québec de 2013, près du tiers des ménages locataires des régions métropolitaines disent vivre avec au moins un problème d'insalubrité. Vivre dans un logement salubre ne devrait pas être un luxe, mais un droit», affirme le porte-parole R.C.L.A.L.Q., Maxime Roy-Allard.

À ce jour, au Québec, seule une poignée de municipalités sont dotées d'une règlementation sur la salubrité des logements. Ce n'est pas le cas de Berthierville où les marcheurs, en provenance de Sorel-Tracy, se sont arrêtés.

Dans cette dernière localité, un tel règlement existe mais il est souvent difficile de le faire appliquer.

«Afin de soutenir l'ensemble des locataires du Québec, il est urgent d'instaurer un code du logement provincial définissant les normes quant à la salubrité, la sécurité et l'entretien des logements», a signalé Amélie Pelland, coordonnatrice d'Action-Logement Lanaudière.

Son organisme vient de créer un comité composé d'organismes et de locataires dans Lanaudière pour sensibiliser les municipalités quant à l'adoption d'une règlementation pour lutter contre les problèmes d'insalubrité dans la région.

Les quatre groupes mettent en garde un gouvernement qui voudrait régler les problèmes d'insalubrité des logements strictement via les programmes d'aide à la rénovation.

«Ces programmes peuvent avoir des effets pervers pour les locataires, comme des hausses de loyer abusives. Il faut plutôt augmenter les investissements dans des projets d'achat et de rénovation d'immeubles existants pour en faire des logements sociaux», a réclamé Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU.

La marche doit prendre fin à Québec, le 29 septembre. De 30 à 100 personnes de différentes régions et de tous les âges marchent chaque jour, pendant 28 jours. **(PB)**

LE JOURNAL DE MONTRÉAL

Le sens des priorités des chefs : échec en matière de logement

STÉPHANE LESSARD
Mercredi, 26 septembre 2018 07:00



Avec deux résidences chacun, on comprend mieux pourquoi les chefs du PLQ, du PQ et de la CAQ ne font pas du droit au logement une priorité dans cette campagne électorale.

De passage à Montréal le 13 septembre dernier, le jour du premier débat des chefs, des marcheuses et des marcheurs qui parcourent actuellement 550 km entre Ottawa et Québec pour rappeler l'importance du droit au logement, se sont impatientés ***« devant la faiblesse des propositions libérale et péquiste »*** et ***« s'inquiètent de la réponse reçue de la CAQ »*** qui se limite à réaliser les logements sociaux déjà annoncés que les Libéraux n'ont pas livrés.

Je comprends et appuie sans réserve les marcheuses et les marcheurs. Peut-on vraiment s'étonner du sens des priorités des chefs de partis, depuis qu'ils ont révélé leurs **actifs financiers** lundi dernier et qu'on connaît un peu mieux leur train de vie?

La question se pose en effet : comment ces chefs peuvent-ils avoir une idée réelle (dans le sens du vécu) de ce que cela représente ne pas avoir de toit sur sa tête, d'habiter dans un logement insalubre ou encore de devoir consacrer plus de 70% de son revenu pour payer son loyer, quand on habite une maison évaluée à 4,5 millions $ dans le cas de François Legault, de 0,4 millions $ pour Jean-François Lisée et de presque 0,5 millions $ pour Philippe Couillard?

À ce jour, seul Québec solidaire a répondu favorablement aux demandes des marcheurs et des marcheuses. Le parti de Manon Massé, qui habite en loyer soit dit en passant, s'est engagé à mettre en place une **Politique nationale du logement** qui comprend la construction de 50 000 logements sociaux « éco-énergétiques » et, en plus de reconnaître le droit au logement, des mesures pour assurer « une meilleure protection aux locataires, particulièrement en ce qui a trait au prix des loyers ».

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) qui a organisé cette marche ambitieuse s'est réjoui de cet engagement et « *trouve très réaliste le cadre financier du parti à cet égard* ».

De villes en villages pour le droit au logement

Partie d'Ottawa le 2 septembre dernier, la marche ***De villes en villages*** se rendra à Québec le 29 septembre prochain, à la veille de l'élection, pour « *mettre en lumière les graves dénis du droit au logement qui sévissent, partout au Québec, et à réclamer des engagements ambitieux de la part des gouvernements* ».

Les marcheuses et les marcheurs ont traversé à ce jour l'Outaouais, les Laurentides, Laval, Montréal, la Montérégie, Lanaudière et, arrivés hier dans la grande région de Québec, parcourent actuellement la MRC de Portneuf. Partout où elles et ils sont passés, la solidarité était au rendez-vous. De la part de la population et de diverses organisations communautaires et syndicales, mais aussi des municipalités et même des églises qui leur ont offert bien souvent gîtes et repas. La marche a d'ailleurs reçu l'appui de 550 organisations de tous les secteurs de la société civile.

Dans un communiqué, la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme, résume bien le problème : « *Selon les données du recensement de 2016, 244 120 ménages locataires du Québec ont des besoins impérieux de logement parce qu'ils vivent dans un logement trop cher, trop petit ou en mauvais état. Ce sont des gens qui devraient avoir accès dès maintenant à un logement convenable, à un coût qu'ils peuvent payer sans se ruiner.* »« *Actuellement, les fonds en provenance de Québec et d'Ottawa permettent de financer que 3000 nouveaux logements sociaux par année, pour tout le Québec* », souligne-t-elle, « *mais moins du tiers peut être livré, faute d'un financement suffisant*

« *Actuellement, les fonds en provenance de Québec et d'Ottawa permettent de financer que 3000 nouveaux logements sociaux par année, pour tout le Québec* », souligne-t-elle, « *mais moins du tiers peut être livré, faute d'un financement suffisant du programme AccèsLogis, malgré les importants surplus budgétaires* ».

Un manque de volonté politique

Les problématiques de logement sont rarement vécues par les plus fortunés d'entre nous. Elles sont plutôt le lot des personnes en situation de pauvreté.

Quand tu es pris pour consacrer plus que la moitié de tes revenus mensuels pour payer le loyer, il ne te reste plus grand-chose pour payer les factures et faire l'épicerie. Avec moins de 75$ par semaine même pour l'épicerie.

Et on n'a pas encore parler du transport pour aller travailler ou te chercher une job. Et encore moins pour te vêtir et vêtir les enfants. Payer pour leurs sorties scolaires ou ne pas pouvoir le faire et les obliger à rester à l'école pendant que leurs amis profitent de la sortie. Et encore et encore moins pour payer à la famille quelques loisirs.

Lutter pour le droit au logement, c'est lutte contre la pauvreté. Si tous les partis se gargarisent de vouloir en faire plus pour contrer la pauvreté, comment se fait-il alors, qu'à l'exception de Québec solidaire, leurs engagements, quand il y en a, soient si timides?

Pour Mme Laflamme du FRAPRU, la réponse est simple : « *Il ne manque que la volonté politique* ». Car pour elle, le « timing » est là pour résoudre le problème.

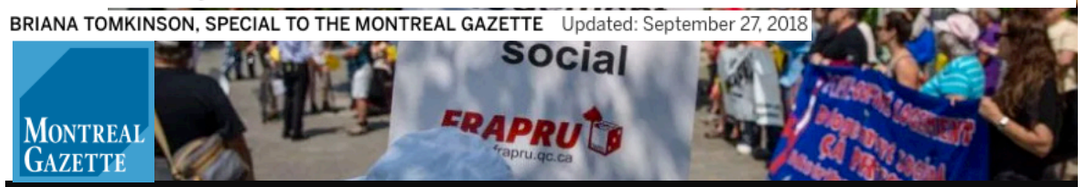
« *Les planètes sont alignées : le fédéral annonce des investissements dans le logement comme on n'en a pas vu depuis plus d'une décennie, Québec engrange des surplus budgétaires importants et pourraient aller chercher plusieurs milliards $ supplémentaire en revoyant la fiscalité* ».

Il reste moins d'une semaine aux chefs de la CAQ, du PLQ et du PQ pour corriger le tir. Si j'avais une suggestion à leur faire, je leur dirais d'aller à la rencontre des marcheuses et des marcheuses, **samedi le 29 septembre prochain à Québec**, qui concluront leur périple de presqu'un mois en manifestant devant l'Assemblée nationale

Montreal real estate: Advocates rally for right to housing

A 28-day march from Ottawa organized by FRAPRU will end on Saturday in Quebec City with a demonstration in front of the National Assembly.

BRIANA TOMKINSON, SPECIAL TO THE MONTREAL GAZETTE Updated: September 27, 2018



Protesters take part in a demonstration organized by FRAPRU in support of social housing outside Montreal City Hall in 2015.
AYALA / MONTREAL GAZETTE

Having a safe place to shelter is a fundamental human need. This fall, the federal government is even expected to formally recognize it as a human right. But according to affordable housing advocates, it is a right that too many Canadians are being denied.

A 28-day march from Ottawa — organized by the Front de l'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) to draw attention to the issue — will conclude on Saturday in Quebec City with a demonstration in front of the National Assembly. The march passed through Montreal Sept. 11-13, drawing up to several hundred people at rally points in Laval, Parc Extension, Côte-des-Neiges, St-Henri and Mont-Royal.

FRAPRU spokesperson Véronique Laflamme said for the last two decades federal programs delivered through the Canadian Mortgage and Housing Corporation (CMHC) have prioritized home ownership at the expense of investment in affordable housing, creating a social housing crisis.

"Instead of funding social programs to make sure people are well housed, we have encouraged people to buy property," she said. "If we want to respect the right to housing, we have to make sure there is funding to ensure there is housing."

According to Statistics Canada's calculations, 1.6 million urban households live in unaffordable, inadequate or unsuitable housing. Some are spending beyond the 30 per cent of before-tax income CMHC says should be the maximum budgeted for housing. Others live in rental apartments in dire need of major repairs. In other cases, there are simply far too many people sharing too few bedrooms.

By this standard, more than 300,000 people are considered to be in core housing need in Quebec. While local housing advocates welcome a renewed commitment from the federal government to invest in social housing, some say they are worried that promises of a new wave of federal funding may be too little, too late.

For Stéphan Corriveau, director general of the Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH), an umbrella group representing 1,200 non-profit housing organizations in Quebec, there is a direct line connecting the housing issues plaguing low-income people today to shifts in federal housing policy.

According to Corriveau, from the late-'60s to the mid-'90s, the federal government supported the construction on average of 30,000 units of non-profit housing units across the country. But in 1994, CMHC stopped directly funding new social housing projects.

"If you do it for one year, the impact on the market is not that big, but if you do it for 25 years, you end up with what we have now," Corriveau said. "From 1995 to today, we've literally created what we call mass homelessness. In Canada, 280,000 people will spend at least one night with no roof over the course of a year."

Some provinces, including Quebec, negotiated new agreements to support provincially managed social housing projects. Quebec's Accès-Logis program enabled the continued construction of around 3,000 units per year in the province, Corriveau said.

Today at nine per cent, Quebec has one of the lowest levels of core housing need in the country; nationally, it's almost 14 per cent of households. Still, according to Laflamme, if federal funding had continued at 1994 levels, Quebec would have up to 80,000 more affordable housing units today.

In November, the federal government announced the completion of the first official National Housing Strategy, which includes a proposed $15.9 billion in funding to repair existing rental housing and develop new affordable housing projects across Canada. Much of the money, however, will not be spent until after the next federal election in 2019.

According to Nathalie Demers, the CMHC's regional manager for affordable housing in Quebec, applications are already being received for the next wave of federally supported social housing projects and several in Montreal are already under consideration. She said she expects the CMHC will be ready to announce the first of the new projects within a year or so.

"We're pretty confident we'll have a good pool of projects in Quebec and across Canada," Demers said. "The need is so big."

Plusieurs rimouskois se rendront à Québec ce samedi pour accueillir les marcheurs pour le droit au logement

Alexandre D'Astous

L'AVANTAGE votre journal



©Gracieuseté - L'Avantage Rimouski
Guy Lebonté marche depuis 12 jours.

28 septembre 2018

Une quarantaine de Rimouskois se préparent à aller accueillir les marcheurs et marcheuses *De villes en villages pour le droit au logement* partis d'Ottawa le 2 septembre avec le FRAPRU, ce samedi à Québec.

Guy Labonté, coordonnateur du Comité logement Rimouski-Neigette, a marché 12 jours. Une autre résidante du Bas-Saint-Laurent a également participé, pour 21 journées de marche.

C'est à la toute veille des élections générales à Québec que culmine cette marche historique de 550 km pour le mouvement pour le droit au logement. Elle visait notamment à réclamer des engagements ambitieux de la part des partis espérant former le prochain gouvernement québécois gouvernements afin qu'ils mettent un terme aux graves problèmes de logement qui perdurent au Québec en finançant plus adéquatement le logement social. Le gouvernement de Justin Trudeau a aussi été interpellé afin qu'il accélère les investissements promis dans sa Stratégie sur le logement et qu'il reconnaisse formellement le droit au logement.

Selon les données du recensement de 2016, 3575 ménages locataires du Bas-Saint-Laurent, dont 1150 à Rimouski, ont des besoins impérieux de logement parce que leurs loyers sont trop chers, parce que leurs logements sont trop petits, non adaptés à leurs besoins ou encore insalubres. « Ces mauvaises conditions de logement ont des impacts directs sur leur santé et leur sécurité. Ce sont des gens qui devraient avoir accès dès maintenant à un logement adéquat, à un coût qu'ils peuvent payer sans se ruiner, mais il n'y en a pas », s'indigne Guy Labonté.
Le Comité logement Rimouski et le FRAPRU déplore que ces personnes n'arrivent pas à trouver un logement décent qui répond à leur capacité de payer sur le marché privé. Ils rappellent qu'avec les investissements actuels, il n'y a pratiquement aucun espoir d'améliorer leur sort. Selon Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU « la société québécoise ne peut plus rester indifférente devant l'ampleur des problèmes de logement ». Elle rappelle que le logement social sous ses différentes formules (coopérative, OSBL ou HLM) est la seule solution durable aux problèmes des locataires à faibles et modestes revenus, car il assure des loyers respectant leur capacité de payer et une sécurité d'occupation. Guy Labonté affirme avoir rencontré sur le parcours de la marche *De villes en villages pour le droit au logement* plusieurs organisations, et même des municipalités, inquiètes de l'insuffisance du logement social dans leurs communautés. Cela le renforcit dans sa détermination à obtenir des investissements suffisants pour améliorer les conditions de vie à travers la province.

En ce sens, Guy Labonté estime que les engagements pris jusqu'ici par le Parti Libéral et le Parti québécois sont insuffisants et elle s'inquiète particulièrement des intentions de la Coalition Avenir Québec. Le parti de François Legault se limite en effet à dire qu'il réalisera les logements sociaux déjà annoncés que les libéraux n'ont pas réussi à livrer, malgré leurs promesses, faute d'un financement suffisant et ne s'engage pas à en financer de nouveaux durant son mandat. Le groupe se réjouit en revanche des 50 000 logements sociaux en 4 ans promis par Québec solidaire.

La marche pour le droit au logement prend fin

le 29 septembre 2018

La Presse Canadienne
QUÉBEC



Pendant leur périple, les marcheurs ont été accueillis par des sympathisants, qui exigent la création de 50 000 logements sociaux en 5 ans et l'amélioration du programme AccèsLogis.



Entamée le 2 septembre à Ottawa, la marche de 28 jours pour le droit au logement a pris fin samedi matin par une manifestation devant l'Assemblée nationale à Québec.

La marche « De villes en villages pour le droit au logement » du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) a mobilisé plusieurs centaines de personnes qui se sont relayées sur 560 kilomètres.

Pendant leur périple, les marcheurs ont été accueillis par des sympathisants, qui exigent la création de 50 000 logements sociaux en 5 ans et l'amélioration du programme AccèsLogis.

Tout au long de la marche, ils ont reçu l'appui de la population, de municipalités, d'organisations communautaires et syndicales et même d'églises et de diocèses.

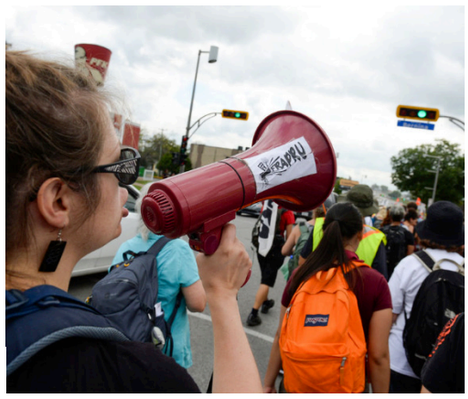
Le regroupement se désole que les partis politiques en campagne électorale aient fait peu de place à l'enjeu du logement social. Selon le FRAPRU, les engagements sont nettement insuffisants.

Le FRAPRU demande au prochain gouvernement québécois de reconnaître formellement le droit au logement, d'adopter un code provincial du logement et un contrôle obligatoire des loyers ainsi que des investissements supplémentaires de 30 millions dans le soutien communautaire, nécessaires pour accompagner les locataires de logements sociaux les plus vulnérables, comme ceux ayant vécu l'itinérance.

LE JOURNAL DE MONTRÉAL

AGENCE QMI
Samedi, 29 septembre 2018

La marche du FRAPRU pour le droit au logement a pris fin



MAXIME DELAND/AGENCE QMI

Parties d'Ottawa le 2 septembre dernier, une centaine de personnes ont parcouru les 550 kilomètres qui séparent la capitale fédérale à la capitale nationale québécoise. Elles étaient rejointes, à chaque étape, par d'autres militants du droit au logement. À la fin de la marche samedi, près de 200 personnes étaient rassemblées devant l'Assemblée nationale.

La marche a traversé plusieurs régions du Québec, soit

L'arrivée à la veille des élections n'est pas un hasard. Le regroupement se désole que les principaux partis politiques qui pourraient remporter le scrutin lundi continuent d'ignorer ce qu'il qualifie de crise permanente du logement.

Le FRAPRU réclame la construction de 50 000 nouveaux logements sociaux en cinq ans, l'amélioration du programme AccèsLogis et des investissements supplémentaires de 30 millions $ dans le soutien communautaire. Il demande aussi une reconnaissance formelle du droit au logement dans un code provincial du logement et un contrôle obligatoire des loyers.

Parties d'Ottawa le 2 septembre dernier, une centaine de personnes ont parcouru les 550 kilomètres qui séparent la capitale fédérale à la capitale nationale québécoise. Elles étaient rejointes, à chaque étape, par d'autres militants du droit au logement. À la fin de la marche samedi, près de 200 personnes étaient rassemblées devant l'Assemblée nationale.

La marche a traversé plusieurs régions du Québec, soit l'Outaouais, les Laurentides, Laval, Montréal, la Montérégie, Lanaudière et l'ouest de la région de Québec. Une cinquantaine de municipalités ont été visitées.

ICI Québec

Marcher 560 km pour le logement social

Publié le samedi 29 septembre 2018



Après 28 jours de marche, les militants du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) sont finalement arrivés à Québec, leur destination finale. Ils ont marché 560 kilomètres depuis Ottawa pour réclamer des logements sociaux aux candidats à l'élection provinciale.

Les marcheurs interpellent à la fois le gouvernement fédéral et les différents partis politiques provinciaux pour que davantage d'argent soit investi dans les logements sociaux.

« Ce qu'on demande, c'est 50 000 nouveaux logements sociaux en 5 ans, les besoins sont beaucoup plus grands », a précisé la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme.

Une quinzaine de personnes ont marché les 560 km qui séparent Québec d'Ottawa, d'autres se sont joints à eux en cours de route. Les participants parcouraient de 15 à 28 km par jour.

Après presque un mois de marche, Sylvie Moreau est fatiguée, mais heureuse d'avoir relevé le défi.

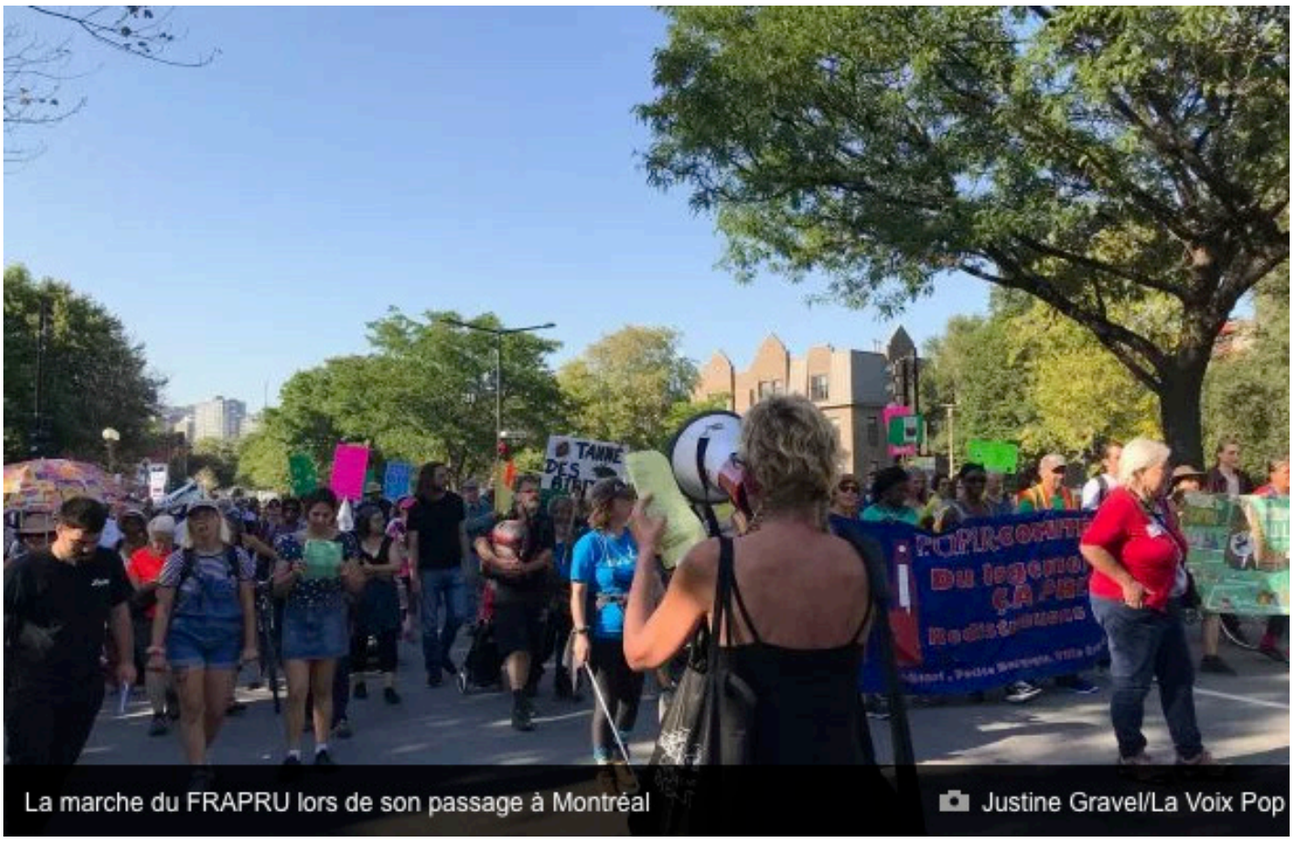
> *« Moi, je milite pour le logement abordable, pour que mes enfants et petits-enfants puissent vivre dans un logement décent. »*
>
> — *Sylvie Moreau, marcheuse*

« C'est un sentiment d'accomplissement et de fierté, mais également de motivation et surtout de détermination de poursuivre cette bataille, parce que les gens qu'on a rencontrés un peu partout à travers le Québec nous ont confortés dans notre effort à mieux faire reconnaître le droit au logement », a ajouté la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme.

29/09/2018

La Presse Canadienne

La marche pour le droit au logement prend fin



La marche du FRAPRU lors de son passage à Montréal — Justine Gravel/La Voix Pop

QUÉBEC — Entamée le 2 septembre à Ottawa, la marche de 28 jours pour le droit au logement a pris fin samedi matin par une manifestation devant l'Assemblée nationale à Québec.

La marche «De villes en villages pour le droit au logement» du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) a mobilisé plusieurs centaines de personnes qui se sont relayées sur 560 kilomètres.

Pendant leur périple, les marcheurs ont été accueillis par des sympatisants, qui exigent la création de 50 000 logements sociaux en 5 ans et l'amélioration du programme AccèsLogis.

Tout au long de la marche, ils ont reçu l'appui de la population, de municipalités, d'organisations communautaires et syndicales et même d'églises et de diocèses.

Le regroupement se désole que les partis politiques en campagne électorale aient fait peu de place à l'enjeu du logement social. Selon le FRAPRU, les engagements sont nettement insuffisants.

Le FRAPRU demande au prochain gouvernement québécois de reconnaitre formellement le droit au logement, d'adopter un code provincial du logement et un contrôle obligatoire des loyers ainsi que des investissements supplémentaires de 30 millions $ dans le soutien communautaire, nécessaires pour accompagner les locataires de logements sociaux les plus vulnérables, comme ceux ayant vécu l'itinérance.

«De villes en villages pour le droit au logement»

La marche du FRAPRU pour le droit au logement se termine à Québec



La marche «De villes en villages pour le droit au logement» du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), partie d'Ottawa au début du mois, est arrivée à destination, samedi.

En matinée, les marcheurs ont entrepris la dernière portion de leur trajet en partant du quartier Cap-Rouge, à Québec, pour se rendre devant l'Assemblée nationale dans le cadre de leur activité de sensibilisation au droit au logement.



L'arrivée à la veille des élections n'est pas un hasard. Le regroupement se désole que les principaux partis politiques qui pourraient remporter le scrutin lundi continuent d'ignorer ce qu'il qualifie de crise permanente du logement.

Le FRAPRU réclame la construction de 50 000 nouveaux logements sociaux en cinq ans, l'amélioration du programme AccèsLogis et des investissements supplémentaires de 30 millions $ dans le soutien communautaire. Il demande aussi une reconnaissance formelle du droit au logement dans un code provincial du logement et un contrôle obligatoire des loyers.

Parties d'Ottawa le 2 septembre dernier, une centaine de personnes ont parcouru les 550 kilomètres qui séparent la capitale fédérale à la capitale nationale québécoise. Elles étaient rejointes, à chaque étape, par d'autres militants du droit au logement. À la fin de la marche samedi, près de 200 personnes étaient rassemblées devant l'Assemblée nationale.

La marche a traversé plusieurs régions du Québec, soit l'Outaouais, les Laurentides, Laval, Montréal, la Montérégie, Lanaudière et l'ouest de la région de Québec. Une cinquantaine de municipalités ont été visitées.

leSoleil & leNouvelliste & leDroit & leQuotidien



29 septembre 2018 / Mis à jour à 22h04

Les marcheurs du FRAPRU rentrés à la maison après leur mission de 28 jours

SÉBASTIEN ST-ONGE

29/09/2018

Ils étaient des centaines venus de partout dans la province, sur les plaines d'Abraham, pour accueillir les participants de la marche De villes en villages pour le droit au logement, organisée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Tout ce monde a ensuite complété ensemble la dernière portion du trajet de 560 km entre Ottawa et Québec en prenant la direction de l'Assemblée nationale pour y tenir un rassemblement.

Ayant débuté le 2 septembre dernier dans la capitale fédérale, cette marche de 28 jours visait à interpeller les paliers de gouvernement provincial et fédéral sur les dénis au droit au logement.

«Dans les différents milieux, autant rural qu'urbain, on a pu vraiment voir que nos revendications étaient partagées», explique Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU. «Des petites municipalités qui n'ont pas de moyens ne peuvent pas développer actuellement des logements sans but lucratif, coopératif, à cause de l'insuffisance du financement des gouvernements supérieurs. On a vu que le besoin était là dans plusieurs régions. Les gens déplorent qu'il n'y ait plus d'HLM. Ça ne construit plus depuis le retrait du fédéral il y a 25 ans.»

L'organisme réclame 50 000 nouveaux logements sociaux en 5 ans et l'amélioration du programme AccèsLogis jugé sous-financé pour permettre aux communautés de construire des coopératives d'habitation.

«Il n'y a pas assez d'unités qui sont financées», déplore Mme Laflamme. «On parle de 3000 dans la dernière année, mais ça a été coupé aussi avec les politiques d'austérité. Il y a eu des années où ça a été seulement 1500. Non seulement le nombre financé est insuffisant, mais ce qui se réalise pour vrai, c'est trois fois moins.»

Prévue depuis avril, cette marche s'est déroulée pendant presque l'entièreté de la campagne électorale avant de connaître son dénouement à moins de deux jours du scrutin. «On voulait interpeler le prochain gouvernement québécois pour vraiment qu'il prenne à bras-le-corps les problèmes de logement», ajoute la porte-parole.

Le FRAPRU déplore cependant que cet enjeu n'ait pas été davantage mis de l'avant dans la campagne électorale. «Il y a des candidats qui nous ont suivis sur le chemin, mais au niveau national, les chefs de partis, à tout le moins la CAQ, le Parti libéral et le PQ, n'ont pas pris d'engagements suffisants. [...] Du côté de la CAQ s'est assez inquiétant, parce que la CAQ est la seule à ne pas avoir d'engagement pour poursuivre le développement de nouveaux logements sociaux.»

Lors du passage du *Soleil*, la candidate péquiste dans Taschereau Diane Lavallée était accompagnée de la députée sortante Angès Maltais pour rencontrer des participants de la marche, tout comme la candidate de Québec solidaire Catherine Dorion.



Marie-Christine Gagnon, de Québec, est l'une des 13 personnes qui ont marché l'ensemble des 28 jours entre Ottawa et Québec.

— LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

Les marcheurs du FRAPRU rentrés à la maison après leur mission de 28 jours, Le Soleil, Le Nouvelliste, Le Droit et Le Quotidien (suite)

13 irréductibles

Parmi les quelque 200 participants inscrits qui ont marché à un moment ou à un autre entre Ottawa et Québec, 13 d'entre eux ont réalisé la distance de bout en bout.

C'est le cas de Marie-Christine Gagnon, une femme de Québec, pour qui le droit au logement «est la base de tout». «Si on veut pouvoir s'épanouir dans la vie, avoir un bon travail, aller aux études, éduquer nos enfants, c'est vraiment le logement qui est à la base», affirme-t-elle.

Au terme de son aventure qui aura été difficile pour les pieds, Mme Gagnon espère que des actions seront prises par le prochain gouvernement pour remédier à la situation. «On parle de santé et tout ça, mais on ne peut pas être en santé si on a un logement qui est plein de moisissure».

Ayant déjà travaillé dans des comités logements, elle a été à même de constater les abus de certains propriétaires à l'endroit de leurs locataires. C'est en partie cela qui l'a poussé à participer à la marche du début jusqu'à la fin.

***

UN APPUI «PAS RÉCIPROQUE»

Le FRAPRU a reçu l'appui... de la Meute dans son combat pour un meilleur accès au logement social. Ce geste a somme toute laissé l'organisme dans l'indifférence, mais en a profité pour démontrer que «les revendications du FRAPRU sont partagées plus largement qu'on pense et que les problèmes de logement sont rencontrés partout».

«Ceci dit, possiblement que pour eux ça peut être bien vu de reprendre notre message, mais nous cet appui-là est pas partagé et nous on n'appuie pas la Meute», tient à rappeler Véronique Laflamme.

De son côté, le groupe identitaire dit supporter cette cause en raison des coupures qui ont touché le logement social. «On a abandonné un petit peu l'idée des logements sociaux. Il y a eu un ralentissement là-dedans, pourtant il y a une augmentation marquée de la population québécoise», affirme son porte-parole Sylvain Brouillette qui déplore que «le gouvernement n'ait pas suivi en investissements pour répondre à la demande».

Les marcheurs du FRAPRU rentrés à la maison après leur mission de 28 jours, Le Soleil, Le Nouvelliste, Le Droit et Le Quotidien (fin)

québec hebdo .com
29/09/2018

La marche pour le logement du FRAPRU culmine à Québec

RASSEMBLEMENT. C'est aujourd'hui que la marche *De villes en villages pour le droit au logement*, organisée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), termine son périple de 560 kilomètres entre Ottawa et Québec, sur les plaines d'Abraham.

La marche du FRAPRU culmine samedi après-midi sur les plaines.
Plusieurs centaines de personnes de Québec, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de l'Outaouais, Montréal, l'Abitibi, la Montérégie, l'Estrie, la Mauricie et du Bas-Saint-Laurent sont attendues sur les Plaines d'Abraham pour accueillir les marcheurs et marcheuses partis de la capitale fédérale le 2 septembre, et franchir à leurs côtés les derniers kilomètres jusqu'à l'Assemblée nationale. Elles demandent au prochain gouvernement québécois de reconnaître le droit au logement et de rehausser ses investissements dans le logement social.

La marche du FRAPRU culmine samedi après-midi sur les plaines.

Selon le FRAPRU, si on compte toutes celles qui se sont jointes aux 200 marcheurs et marcheuses, à un moment ou à un autre, que ce soit à Ottawa, Gatineau, Laval, Montréal, Châteauguay, Longueuil, Sorel-Tracy, Berthierville ou Trois-Rivières, pas moins d'un millier de personnes aura pris part à cette grande marche.

En plus des centaines d'appuis obtenus d'organisations, tant québécoises que canadiennes et internationales, en cours de route, la marche du FRAPRU a également reçu le soutien de la population, de municipalités, de maires de villages, d'organisations communautaires, syndicales et religieuses de divers horizons.

Partout, les marcheurs et les marcheuses ont entendu parler des taudis dans lesquels doivent vivre plusieurs locataires, avec peu de recours et sans alternatives. «Dans les plus grandes villes, c'est souvent le sort des personnes faible revenu vivant dans des quartiers populaires en transformation qui préoccupe ils sont poussés hors de leur milieu et loin de leurs réseaux d'entraide », précise Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU.

«En milieu plus rural, nous avons rencontré des gens inquiets, entres autres pour le maintien des personnes aînées dans leur milieu», ajoute la porte-parole, qui a elle-même marché la moitié du parcours. Dans différentes municipalités traversées, le groupe a pu constater un manque criant de logements sociaux et pourtant l'importance du logement social pour assurer des communautés plus inclusives et durables.

Fin des HLM

Le regroupement rappelle qu'il ne se construit plus de HLM depuis le retrait du fédéral, il y a 25 ans, et que les projets des OSBL et coopératives d'habitation prennent des années à aboutir en raison d'un financement gouvernemental insuffisant et de contributions trop importantes exigées des communautés les plus pauvres.

«Nous connaissons les statistiques, notamment que 195 635 ménages locataires du Québec doivent consacrer plus de la moitié de leur revenu pour se loger, au détriment de leurs autres besoins essentiels; mais pendant ces 28 jours, nous avons vu ce qui se cache derrières ces chiffres», poursuit Véronique Laflamme. Selon le FRAPRU, ce sont autant de gens qui devraient avoir accès dès maintenant à un logement convenable, à un coût qu'ils peuvent payer sans se ruiner.

Selon le regroupement, le logement social, sous ses différentes formes (coopérative, sans but lucratif ou public), est la seule solution durable, car il assure des loyers respectant la capacité de payer des ménages et une sécurité d'occupation. «Cette marche a renforci la conviction de nos membres qu'il faut faire plus pour améliorer les conditions de logement des ménages mal-logés», explique Véronique Laflamme.

Le FRAPRU se désole que, malgré tous ses efforts et l'ampleur des appuis recueillis, on ait fait peu de cas des enjeux de logement durant la campagne électorale. À son avis, les principaux partis politiques aspirant à gouverner le Québec ont des engagements nettement insuffisants. Le regroupement pour le droit au logement est particulièrement insatisfait de la réponse reçue de la Coalition Avenir Québec, qui ne s'engage pas à en financer de nouveaux durant son mandat.

50 000 logement sociaux en cinq ans

Le regroupement communautaire revendique aussi 50 000 nouveaux logements sociaux en cinq ans et l'amélioration du programme AccèsLogis, par ailleurs promise par le gouvernement sortant, mais laissée lettre morte. En plus de la reconnaissance formelle du droit au logement, il demande aussi l'adoption d'un code provincial du logement, un contrôle obligatoire des loyers ainsi que des investissements supplémentaires de 30 millions $ pour le soutien communautaire dans les OBNL d'habitation, afin d'assurer l'accompagnement des locataires les plus vulnérables, comme ceux et celles ayant vécu l'itinérance.

Même si les problèmes de logement sont importants, le FRAPRU estime que la société québécoise a les moyens d'y mettre un terme et qu'il ne manque que la volonté politique de le faire. « Québec engrange des surplus budgétaires importants, pourrait aller chercher plusieurs milliards de dollars supplémentaires en adoptant quelques mesures fiscales plus progressives et le fédéral annonce des investissements importants dans le logement, chose qu'on n'a pas vu depuis des décennies », conclut Véronique Laflamme. Selon elle, la détermination des marcheurs et des marcheuses qui ont accomplit le défi de parcourir les 560 km, dans des conditions parfois difficiles, est exemplaires et devrait inspirer les partis politiques à faire preuve de davantage de courage politique

À la veille de la Journée mondiale de l'habitat, le FRAPRU interpelle également le gouvernement canadien afin qu'il fasse preuve de plus d'ambition dans les politiques découlant de sa Stratégie sur le logement et surtout, qu'il accélère les investissements promis. À l'instar de près de 200 organisations à travers le Canada, le FRAPRU lui demande de reconnaître également le droit au logement dans la loi qu'il prévoit déposer cet automne.

Plusieurs organisations alliées ont annoncé leur présence à la manifestation du FRAPRU de samedi après-midi, dont des membres de la campagne *Engagez-Vous pour le communautaire*, ainsi que plusieurs groupes féministes.

Lieu et horaire

Endroit: Plaines d'Abraham, coin des Érables et Grande-Allée

Horaire:
• 12h30 – Début du rassemblement et accueil des marcheurs et marcheuses
• 13h15 – Point de presse, par Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU en présence de plusieurs
marcheurs et marcheuses de différentes régions.
• 13h30 – Départ de la manifestation en direction de l'Assemblée nationale.
• 15h00 – Arrivée devant l'assemblée nationale, prises de parole, geste symbolique, lecture d'un texte
collectif et chorale des marcheurs et des marcheuses
• 15h45 – Les marcheurs et marcheuses récupèrent leurs bagages et les bus repartent dans les différentes régions

ICI Saguenay–Lac-St-Jean

Loge m'entraide marche aux côtés du FRAPRU pour le logement social

le samedi 29 septembre 2018

RADIO-CANADA

À moins de 48 heures des élections, des militants de Loge m'entraide à Saguenay ont participé à une importante manifestation pour le droit au logement à Québec.

Samedi, 21 représentants de Loge m'entraide ont rejoint les militants du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) dans la capitale nationale afin de manifester pour un meilleur financement des logements sociaux.

Pendant 28 jours, les membres du FRAPRU ont marché 550 kilomètres entre Ottawa et Québec afin de faire entendre leur cause auprès des politiciens.



À l'approche des élections, des militants de Loge m'entraide ont manifesté pour le logement social à Québec. Photo: Radio-Canada / Loge m'entraide

Les militants de Loge m'entraide de Saguenay ont marché les 2,5 derniers kilomètres du trajet menant à l'Assemblée nationale aux côtés de membres d'organismes de toutes les régions du Québec. Les marcheurs demandent au prochain gouvernement de la province d'investir davantage dans le logement social.

La porte-parole de Loge m'entraide, Sonia Côté, déplore les engagements des différents partis politiques depuis le début de la campagne en matière d'aide au logement, plus particulièrement ceux de la Coalition avenir Québec.

« François Legault ne s'engage pas à financer de nouveaux logements sociaux durant son mandat, ce qui empêcherait notamment le projet de la Coopérative La Solidarité de voir le jour à Saguenay. Par son manque d'engagement, il vient tuer d'un seul coup l'espoir des mal-logés d'être un jour logés dignement », précise-t-elle par communiqué.

Mme Côté ajoute que 195 600 ménages locataires au Québec doivent dépenser plus de 50 % de leur revenu pour se loger, dont 2 905 à Saguenay.

leQuotidien



29 septembre 2018 / Mis à jour le 30 septembre 2018 à 1h11

Loge m’entraide manifeste à Québec

STÉPHANE BOUCHARD

Une vingtaine de militants de Loge m’entraide étaient à Québec, samedi après-midi, pour accueillir et appuyer les marcheurs du Front d’action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) partis d’Ottawa le 2 septembre. Ces derniers ont effectué une marche de plus de 500 kilomètres pour le droit au logement.

Les marcheurs de Loge m’entraide, guidé par la coordonnatrice Sonia Côté, ont accompagné les militants du FRAPRU à la fin de leur parcours. Ils ont marché les derniers 2,5 kilomètres de cette route qui s’est terminée devant l’Assemblée nationale.

Cette manifestation du FRAPRU et de Loge m’entraide, à laquelle plusieurs organismes de différentes régions du Québec ont participé, visait à réclamer «des engagements ambitieux» dans le domaine du logement social, a fait savoir Mme Côté par voie de communiqué, à deux jours des élections. Cette dernière réclame un financement plus adéquat pour mettre fin ce qu’elle qualifie de «graves problèmes de logement».



Loge m’entraide a manifesté à Québec, samedi, pour le logement social.

« Comment peut-on rester indifférent devant l'ampleur des problèmes de logement et des conséquences graves dans la vie des locataires appauvris? Au Québec, 195 600 ménages locataires doivent absorber plus de 50 % de leur revenu pour se loger dont 2905 à Saguenay. Le logement social est la seule solution durable aux problèmes des locataires à faible et modeste revenus car il assure des loyers respectant leur capacité de payer et une sécurité d'occupation.», a-t-elle déclaré.

Engagements insuffisants

Sonia Côté juge insuffisantes les promesses faites dans ce domaine par le Parti libéral et le Parti québécois. Elle critique encore plus sévèrement le parti de François Legault, la CAQ, qui mène dans les sondages.

« François Legault ne s'engage pas à financer de nouveaux logements sociaux durant son mandat, ce qui empêcherait notamment le projet de la Coopérative La Solidarité de voir le jour à Saguenay comme bien d'autres projets en cours au Québec. Par son manque d'engagement, il vient tuer d'un seul coup l'espoir des mal-logés d'être un jour logés dignement. C'est inconcevable pour un parti politique qui aspire prendre le pouvoir le 1er octobre prochain.»

La coordonnatrice de Loge m'entraide accueille cependant favorablement la promesse de Québec solidaire de construire 50 000 logements sociaux si le parti remporte les élections.

Marche du FRAPRU : Bruce Gervais de l'ALOCAT espère que le message est passé



Une quarantaine de marcheurs sont arrivés à Québec, certains ont marché depuis Ottawa pour réclamer davantage de logements sociaux. Photo: Radio-Canada / Fanny Samson

> *« Marcher 560 km entre Ottawa et Québec et ne pas être entendu, ça laisse la classe politique qui va se faire élire demain se définir elle-même. »*
>
> — *Bruce Gervais*

La marche pour le droit au logement du FRAPRU a pris fin aujourd'hui à Québec par une manifestation devant l'Assemblée nationale.

Les participants sont partis d'Ottawa le 2 septembre dernier et ont rejoint Québec aujourd'hui pour réclamer plus de logements sociaux.

Une délégation de l'Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue (ALOCAT) était présente à Québec.

Pour le coordonnateur Bruce Gervais, il était important d'être à la marche pour représenter la région et espère que le message est passé.

Il n'écarte pas un retourner dans la rue si les politiciens ne prennent pas de décisions pour construire des logements sociaux.

« Si on n'a pas été entendu, c'est parce qu'on a fait la sourde oreille, si on a fait la sourde oreille, certainement que nous serons encore dans la rue après les élections pour faire incessamment entendre le même message, créer des logements sociaux ça fonctionne et c'est le meilleur outil pour lutter contre la pauvreté », dit-il.

Il estime qu'il y a un besoin criant pour des logements sociaux dans la région.

29 septembre 2018

RADIO-CANADA
ICI Abitibi–Témiscamingue



La Meute hurle à 48 heures du vote

LE JOURNAL DE QUÉBEC
Samedi, 29 septembre 2018

La colline parlementaire bondée de manifestants pour conclure la campagne

ARNAUD KOENIG-SOUTIÈRE

À 48 heures du jour de scrutin, plusieurs groupes de manifestants se sont réunis devant l'Assemblée nationale, dont le groupe identitaire La Meute, afin de suggérer aux Québécois pour qui voter, à travers des hurlements de loup.

D'abord, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) achevait une marche d'un mois, dont le coup de départ s'est donné à Ottawa.

Les centaines de marcheurs ont franchi quelque 560 km afin de faire valoir le droit au logement et leur revendication de créer 50 000 logements sociaux supplémentaires lors des cinq prochaines années.

« On veut donner un grand coup pour donner de l'espoir à ceux qui attendent plusieurs années pour avoir accès à un logement », a fait valoir la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme, qui estime que la démarche « n'aura pas été vaine » malgré les propositions « décevantes » du PLQ et de la CAQ, en tête dans les sondages, en matière de logements sociaux.

Quelques minutes avant son arrivée, c'était un tout autre groupe qui se faisait entendre. À partir du parc de la Francophonie, les membres du groupe La Meute ont rallié la colline parlementaire, environ un kilomètre plus loin, devant laquelle ils ont tenu un rassemblement de près d'une heure.

Cris de loup

Les cris de ralliement sous forme de hurlements de loup et le slogan « Dehors Couillard ! Allez voter ! » ont été scandés maintes fois, notamment à travers un discours du leader du groupe Sylvain Brouillette, qui a énoncé une dizaine de revendications portées par le groupe réputé pour ses positions tranchées sur l'immigration.

La Meute s'est notamment positionnée en faveur d'un seuil d'immigration déterminé en fonction des besoins du marché, que ce soit à la hausse ou à la baisse, ainsi que pour de meilleurs programmes de rétention des nouveaux arrivants en région.

Selon M. Brouillette, La Meute « a toujours été progressiste, limite centre gauche », ajoutant une fois de plus que c'est la Coalition avenir Québec et le Parti québécois qui répondent le mieux aux causes qu'elle porte.

Un soutien qu'avait rejeté du revers de la main le chef de la CAQ, François Legault, vers la mi-campagne, accusant La Meute d'être « sur le bord du racisme ».

Le leader du groupe appelle les électeurs à voter stratégiquement pour les partis de M. Legault ou de Jean-François Lisée, en fonction des chances de victoire dans chaque circonscription.

Contre-manifestants

Par ailleurs, une poignée de contre-manifestants se sont présentés devant La Meute pour dénoncer un discours qu'ils jugent « raciste ».

« C'est du façadisme publicitaire », s'est insurgé un manifestant cagoulé.

« Ils peuvent se donner un ton modéré devant l'Assemblée nationale, mais ce sont les mêmes qui tenaient des propos racistes et xénophobes sur les réseaux sociaux il y a quelques mois », a poursuivi le seul individu qui a voulu s'adresser au *Journal*.

L'Écho de Maskinongé.com
VOTRE MÉDIA D'ICI

Des mesures adoptées qui ne répondent pas à l'urgence de la situation, selon le NPD



Crédit photo : Photo gracieuseté - FRAPRU

Crise du logement au Canada

À compter du 2 septembre dernier, les militants du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) ont marché 28 jours et 560 km, d'Ottawa à Québec, pour dénoncer l'inaction du gouvernement fédéral et exiger 50 000 nouveaux logements sociaux en 5 ans.

Le Canada vit une crise du logement sans précédent d'un bout à l'autre du pays: prix des maisons et des loyers en hausse vertigineuse, pénurie de logements, longues listes d'attente pour des logements sociaux et augmentation de l'itinérance.

«La crise du logement au Québec commande des actions concrètes dès maintenant, a affirmé la députée néo-démocrate de Berthier-Maskinongé, Ruth Ellen Brosseau. Les libéraux ont honteusement décidé de prendre en otage le gagne-pain des travailleurs et des travailleuses du Québec et du Canada en promettant d'agir s'ils sont réélus».

Le NPD a utilisé sa première journée de l'opposition de la session d'automne à la Chambre des communes pour montrer que les mesures adoptées par le gouvernement libéral ne répondent pas à l'urgence de la situation. La motion présentée stipule que le gouvernement devrait investir dès maintenant la moitié du financement prévu pour sa stratégie sur le logement. Cette motion a toutefois été rejetée mardi après-midi par les conservateurs et les libéraux avec un vote final de 45 en faveur et 245 contre.

«C'est déplorable que les libéraux fassent de la politicaillerie avec la crise du logement au Canada en repoussant après la prochaine élection fédérale leur engagement à investir des milliards de dollars, a ajouté Mme Brosseau. Le NPD sait que les Québécois et Québécoises ne peuvent plus attendre; voilà pourquoi nous allons continuer de faire pression sur les libéraux pour qu'ils allouent du financement immédiatement».